

« Resourcing Tomorrow » :

L'Algérie affiche ses ambitions minières à Londres

P-04

LEMPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Mercredi 03 Décembre 2025// N° 1218// PRIX 20DA

Le président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, en visite officielle à Alger

Olympiades internationales de mathématiques à Moscou

P-05



Baddari remet les médailles aux lauréats

Des perspectives élargies pour les relations bilatérales



p- 03

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko est arrivé hier à Alger pour une visite officielle, destinée à renforcer et dynamiser les relations bilatérales. Ces dernières années, l'Algérie et la Biélorussie ont connu une coopération politique et économique croissante.

Amendes, sanctions pénales, contrôle et délivrance de permis

P-04



Tout savoir sur le nouveau projet de code de la route

Gazoduc Afrique-Atlantique : Le projet marocain, un « éléphant blanc »

P-02

Elle ouvre la voie à son financement

L'UE fait du corridor South2 un projet prioritaire

Bruxelles vient d'inscrire le corridor South2 sur la liste des projets prioritaires. Ce faisant, l'Union européenne ouvre la voie à son financement et renforce la coopération transfrontalière entre l'Algérie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne dans le cadre de ce projet.



P-02

Elle ouvre la voie à son financement

L'UE fait du corridor SoutH2 un projet prioritaire

■ Par Youcef S.

Le corridor SoutH2, devant acheminer de l'hydrogène algérien jusqu'en Allemagne, est sur les rails. Un soutien officiel et de taille vient de Bruxelles, décidée à l'accompagner et à en faire un projet prioritaire. Selon l'agence Reuters, le projet a été inscrit, lundi 1er décembre, sur la liste des priorités de la Commission européenne. Cette dernière l'a classé parmi les projets énergétiques transfrontaliers d'intérêt européen commun, d'autant plus qu'il implique plusieurs pays d'Europe, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, aux côtés de l'Algérie qui dispose d'un potentiel énorme en matière de production d'hydrogène vert. En l'inscrivant ainsi sur sa nouvelle liste prioritaire, la Commission européenne rend le corridor éligible au financement. Réunis récemment à Vienne, en Autriche, des pays européens ont discuté des mécanismes à mettre en place en vue d'accélérer le projet. L'UE estime indispensable ce corridor en matière d'approvisionnement de l'industrie européenne en hydrogène renouvelable à des prix compétitifs. Avant le lancement des travaux de réalisation de ce projet, en phase d'étude, la partie européenne s'est attelée déjà à préparer le terrain réglementaire indispensable à la formation du marché de la molécule verte en

Bruxelles vient d'inscrire le corridor SoutH2 sur la liste des projets prioritaires. Ce faisant, l'Union européenne ouvre la voie à son financement et renforce la coopération transfrontalière entre l'Algérie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne dans le cadre de ce projet.



Europe. Cela devrait permettre de donner des assurances aux investisseurs, que ce soit dans les infrastructures de transport ou encore dans le domaine de la production de cette nouvelle ressource d'énergie verte. Et cette question a été abordée lors de la réunion de Vienne où les discussions avaient porté également sur l'amélioration du cadre réglementaire dans le but de faciliter le développement des infrastructures et de préparer les prochaines étapes de la coopération transfrontalière et la transposition nationale coordonnée des exigences réglementaires de l'UE et de leurs mises à jour. Cette inscription suscite un certain « optimisme » quant à la concrétisation du projet, écrit pour sa part la plateforme spécialisée dans les questions énergétiques, Attaqa. Le SoutH2 est un projet de corridor de 3 300 kilomètres devant acheminer quatre millions de tonnes d'hydrogène algérien à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, en passant par la Tunisie, et en utilisant dans un premier temps les infrastructures existantes. Outre le groupe algérien Sonatrach, le projet implique la société Snam (Italie), VNG (Allemagne) et Verbund (Autriche). En juillet dernier, les représentants des quatre sociétés se sont réunis à Alger pour donner forme au projet. Une déclaration d'intention avait été signée en janvier à Rome par les ministres de l'Energie des pays concernés.

Y.S.

Gazoduc Afrique-Atlantique Le projet marocain, un « éléphant blanc »

■ Par Boualem B.

A lors que la course aux routes énergétiques africaines vers l'Europe s'intensifie, le Maroc a dévoilé en 2024 son projet de Gazoduc Afrique-Atlantique (GAA), un pipeline censé relier le Nigeria à l'Europe en suivant la côte ouest du continent. Lancé rien que pour s'opposer au gazoduc transsaharien (TSGP) promu par l'Algérie, le Nigeria et le Niger, ce projet suscite cependant un scepticisme croissant, au point d'être qualifié d'« éléphant blanc » par des experts américains. Le TSGP, depuis longtemps en étude, repose sur un tracé relativement simple, environ 4 300 km reliant les champs gaziers du delta du Niger à Hassi R'Mel, via le Niger. En plus, une large partie du tracé située en Algérie et une partie nigériane utilisent des infrastructures existantes. Seule la section nigérienne, d'une longueur approximative de 1 000 km, reste à construire intégralement. Le coût global du TSGP est, selon toutes les estimations, largement inférieur à celui du projet marocain, et son calendrier de réalisation est plus réaliste. Le GAA prévoit quant à lui un tracé de plus de 5 600 km traversant onze pays que sont le Nigeria, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, la Mauritanie et le Maroc lui-même, complété par une section sous-marine vers l'Espagne ou le Portugal. Aucune portion de ce tracé n'existe à ce jour, tout est imaginé sur le papier seulement. Faisant dans la propagande mensongère, l'Office national des hydrocarbures et des mines du Maroc assure que le GAA pourrait acheminer 30 milliards de mètres cubes par an (Gm³/an), dont 18 Gm³/an seront destinés à l'exportation européenne. L'ONHYM avance

même que le GAA va « assurer l'accès à l'énergie à environ 400 millions de personnes tout le long du tracé. Evidemment, toutes ces estimations sont sévèrement mises en doute par le cabinet américain North Africa Risk Consulting (NARCO). Dans une analyse publiée en novembre 2025, son président, Geoff D. Porter, relève plusieurs incohérences. Les 400 millions d'habitants cités par l'ONHYM incluent les 168 millions de Nigérians. Or, les Nigérians sont déjà largement raccordés aux réseaux gaziers domestiques. Ensuite, les dix autres pays traversés ne sont totalement dépourvus d'électrification comme l'avance l'ONHYM. Ainsi, en corrigeant ces paramètres, le nombre réel de bénéficiaires directs tomberait à environ 40 millions de personnes. Et en supposant que chaque pays préleve 5 % du transit, le volume arrivant au Maroc en 2040 ne dépasserait pas 15 Gm³/an. Après consommation interne marocaine, estimée à 3 Gm³/an, il ne resterait donc que 12 Gm³/an exportables vers l'Europe. Ce qui constitue un volume nettement inférieur aux 44 Gm³/an que l'Algérie livre actuellement à l'Italie et à l'Espagne combinées. Auparavant, le coût initial du GAA était chiffré à 25 milliards de dollars. Aujourd'hui, son coût est chiffré à 38 milliards. Ce qui fait de lui le gazoduc le plus cher jamais construit au monde. Les récentes estimations expliquent, à titre de comparaison, que le gazoduc Medgaz (Algérie-Espagne, 210 km sous-marins) va commencer à générer des bénéfices douze ans seulement après sa mise en service. Quant au GAA, selon les calculs de NARCO, il faudrait jusqu'à 288 ans pour amortir l'investissement dans les conditions actuelles de prix et de volumes. Interrogé par le média espagnol Indaluciainformacion, Geoff Porter a déclaré : « Le palais royal apprécie les projets perçus

comme visionnaires qui permettent de présenter la monarchie comme innovante et tournée vers l'avenir. » Et d'ajouter que les responsables techniques marocains, notamment Amina Benkhadra, directrice de l'ONHYM, et Leila Benali, ministre de la Transition énergétique, « sont parfaitement conscientes de la non-viabilité économique du projet mais elles sont obligées de le défendre publiquement ». Pour lui, l'objectif principal du GAA n'est pas énergétique mais plutôt diplomatique. Il ne s'agit rien de plus que de créer un corridor le long de la façade atlantique afin de contourner l'Algérie. Mieux, par ce projet, la monarchie vise surtout à renforcer ses prétentions sur le Sahara occidental en intégrant le tracé dans une dynamique appelée « Afrique utile » sous influence marocaine. Geoff Porter est catégorique. Le projet algérien a « bien plus de chances d'aboutir ». En plus de sa simplicité technique, les risques sécuritaires au Niger sont jugés gérables par une protection ciblée des infrastructures. Autre argument massue, l'Algérie dispose des réserves financières nécessaires pour autofinancer une large partie du projet, alors que le Maroc devrait recourir à un endettement extérieur supplémentaire sachant que sa dette publique frôle déjà 70 % du PIB. En un mot comme en mille, le gazoduc Afrique-Atlantique apparaît moins comme une réponse rationnelle aux besoins énergétiques du continent que comme un instrument de politique étrangère coûteux et incertain. Reste à savoir si le bon sens finira par l'emporter sur les calculs étroits. Simon, comme le prédisent plusieurs analystes, comme tant d'« éléphants blancs » avant lui, le GAA va finir par rejoindre la longue liste des grands projets africains abandonnés avant même d'avoir vu le jour.

B.B.

Mansouri s'entretient avec le vice-ministre égyptien des Affaires étrangères

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Selma Bakhta Mansouri, a reçu à Alger le vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, Abou Bakr Hefny. Cette rencontre en marge de sa participation au 12e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran) a été l'occasion pour Mansouri et Hefny de « réaffirmer la solidité des liens historiques unissant les deux pays et peuples frères et de passer en revue le rythme soutenu de la coopération bilatérale dans divers domaines, ainsi que d'échanger les vues sur nombre de questions africaines d'intérêt commun et de mettre l'accent sur la nécessité de poursuivre la coordination et la concertation concernant les crises dans le continent africain », précise un communiqué du ministère.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouliouache, Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YOUSSEF RABAH

**POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :
L'Entreprise Nationale de communication d'édition et de Publicité**

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:

Société d'Impression d'Alger (SIA)

Diffusion:

Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Le président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, en visite officielle à Alger

Des perspectives élargies pour les relations bilatérales

Le président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, est arrivé, hier après-midi, à Alger, pour une visite officielle. Ce déplacement va donner un nouvel élan au bilatéral. Les relations entre les deux Etats ont connu ces dernières années une dynamique politique et économique croissante, portée par la volonté affirmée des dirigeants des deux pays, le président Abdelmadjid Tebboune, et son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko.



■ Par Youcef S.

Le président biélorusse avait souligné à plusieurs reprises, dans des messages adressés au président algérien, l'intérêt de son pays à activer le dialogue politique et à élargir la coopération bilatérale dans tous les domaines. Le président Tebboune avait également reçu de son homologue biélorusse une lettre de félicitations à l'occasion du 71^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, dans laquelle il affirmait que l'Algérie et la Biélorussie constituent aujourd'hui un exemple à suivre grâce à leur coopération active sur la scène internationale et leur soutien constant aux principes de souveraineté nationale. À la veille de cette visite, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu son homologue biélorusse, Maxim Ryzankov, pour passer en revue l'état et les perspectives de coopération et d'amitié, ainsi que pour finaliser les préparatifs des prochains engagements bilatéraux qui donneront un nouvel élan à ces relations.

Dans le même cadre, le Forum économique algéro-biélorusse, qui s'est tenu lundi à Alger sous la supervision de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amal Abdel Latif, et du ministre biélorusse de la Lutte contre le monopole et de la Régulation du commerce, Artyom Karpovich, a permis d'examiner les moyens de renforcer les partenariats économiques et de confirmer la volonté des deux pays d'élargir la coopération commerciale et les investissements. Il est utile de rappeler qu'en avril dernier, les deux pays avaient organisé à Minsk, capitale biélorusse, la première session de la Commission mixte algéro-biélorusse pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, au cours de laquelle il a été souligné que le renforcement de la coopération économique devait être à la hauteur des importantes capacités dont disposent les deux pays, nécessitant la concrétisation de projets de partenariat profitables pour les deux parties et la facilitation des réseaux d'affaires entre opérateurs économiques. L'Algérie a réaffirmé sa disponibilité à renforcer la coopération bilatérale dans les secteurs

de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'énergie, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie et du commerce, des transports et de l'innovation. Les relations parlementaires entre les deux pays ont également connu une activité soutenue, concrétisée en octobre 2024 par l'installation du Groupe parlementaire d'amitié Algérie-Biélorussie, visant à renforcer les liens de coopération et de rapprochement, notamment dans le domaine économique. Outre l'économie et la politique, d'autres secteurs comme l'éducation et la culture font partie du spectre de coopération. Hier, le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu son homologue de la Biélorussie, Andrei Ivanets. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, permet d'examiner les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine éducatif pour ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat éducatif et culturel entre l'Algérie et la Biélorussie. A cette occasion, Sadaoui a présenté un exposé sur le système éducatif algérien ainsi que les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir le secteur, rappelant la gratuité de l'enseignement en Algérie. Il a également passé en revue la dimension sociale de l'éducation et l'importance de garantir à tous les élèves des chances égales d'apprentissage, ainsi que les efforts visant à renforcer l'enseignement technologique et l'intégration des technologies de l'information et de la communication et du numérique, en plus de l'amélioration des conditions de scolarisation dans les établissements éducatifs selon les normes modernes. De son côté, le ministre biélorusse a présenté un exposé sur le système éducatif de son pays, mettant en lumière les aspects positifs et les pratiques techniques adoptées. Il a notamment présenté le mécanisme de formation continue des enseignants et expliqué les programmes d'éveil des élèves dès les premières phases du préscolaire. Lors de la rencontre, les deux parties sont convenues de créer un comité de travail conjoint pour définir les étapes pratiques permettant de concrétiser la coopération éducative entre les deux pays, en vue de contribuer à renforcer l'échange d'expertises et à développer l'éducation et l'enseignement en Algérie et en Biélorussie. Y.S.

Pour une voix unie au Conseil de sécurité

La 12^e session du Processus d'Oran mobilise l'Afrique

■ Par Younes B.

La douzième session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique doit s'achever ce mercredi à Alger, au terme d'une deuxième journée consacrée à plusieurs réunions à huis clos. Les discussions porteront sur le rôle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) et sur l'avenir du groupe A3+, qui rassemble les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU. Au programme de cette dernière journée figurent la présentation d'un bilan détaillé des activités du A3+ (devenu l'un des principaux vecteurs de coordination diplomatique africaine à New York) ainsi qu'un échange sur les moyens de renforcer son influence dans les négociations internationales. Les participants aborderont également la question centrale d'une « voix africaine » plus cohérente sur la réforme du Conseil

de sécurité, une revendication de longue date face à un système multilatéral jugé peu représentatif. Mardi, les travaux inscrits dans le « Processus d'Oran 2025 » ont déjà donné lieu à deux sessions à huis clos. La première a recensé les tendances actuelles du paysage africain en matière de paix et de sécurité : multiplication des crises internes, progression des groupes armés, instabilité persistante dans plusieurs régions du continent. La seconde a porté sur l'action conjointe de l'UA et de l'ONU contre le terrorisme et l'extrémisme violent, un domaine où les résultats peinent à suivre l'ampleur des menaces. La rencontre mobilise un large éventail de responsables africains, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, sa secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, Selma Bekhta Mansouri, ainsi que plusieurs ministres et vice-ministres des Affaires étrangères du continent. S'y ajoutent les membres actuels, entrants et sortants du Conseil de sécurité, des représentants de la Commission de

l'Union africaine, des Nations unies et des partenaires internationaux associés au séminaire. L'ouverture des travaux a été marquée par une intervention d'Ahmed Attaf, qui a appelé à faire de cette édition du « Processus d'Oran » un moment de clarification et de mobilisation. Il a exhorté les délégations africaines à renouveler leur engagement en faveur de « solutions africaines aux crises africaines » et à défendre, « d'une seule voix », les priorités du continent dans les forums multilatéraux, au premier rang desquels le Conseil de sécurité. Crée en 2013, le « Processus d'Oran » vise à renforcer la coordination entre l'UA et les États africains siégeant au Conseil de sécurité. Pour Alger, qui accueille régulièrement ce séminaire, l'enjeu est aussi de consolider son rôle de plateforme diplomatique sur les questions de paix et de sécurité, à un moment où les équilibres politiques du continent connaissent de profondes recompositions. K.B.A.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

La leçon de choses

■ Par Merouane Korso

C'est un ministre des Finances très à l'aise dans la défense de son projet de loi de finances pour 2026. Même pas acculé dans les cordes par les sceptiques et autres opposants à certaines mesures fiscales contenues dans son PLF2026, ainsi que le déficit budgétaire en temps de baisse des recettes d'hydrocarbures, il répond et rassure à tout va. Pour cela, il utilise les termes les plus "rase-mottes" possible et veut convaincre de l'efficacité de son projet et de la mesure, l'une des mesures phares en fait contenues dans le PLF2026, d'amnistie fiscale pour certaines catégories de commerçants, dans le but de les faire sortir de l'informel et de les compter parmi les "bons contribuables". Car la niche de l'économie informelle pèse plusieurs centaines de millions de dollars (30 % du PIB selon la Banque mondiale, 50 % de l'économie algérienne selon d'autres sources) que l'Etat veut rapatrier dans le Trésor public. Globalement, et pour faire "la leçon de choses" pour défendre son projet, le ministre des Finances explique qu'il faut aller franchement vers la numérisation et la diversification de l'économie nationale, et prévoit ainsi une croissance de 4,5 % à fin 2025. Mieux, l'économie algérienne devrait connaître en 2026 un rebond de 5,7 % en comptant les indicateurs hors hydrocarbures grâce, selon lui, aux réformes introduites dans les secteurs productifs hors hydrocarbures. Un exercice de style difficile en fait auquel s'est adonné M. Bouzred devant des chiffres glaçants, ceux d'une baisse des recettes d'hydrocarbures en 2026, alors que le budget de l'Etat explose et que le déficit public pour 2026 augmente drastiquement. C'est clair : le déficit public devrait dépasser le seuil psychologique des 10 % (le gouvernement le prévoit à au moins 12%) du PIB sur la base d'un taux de consommation budgétaire de 70 %, le gouvernement espérant le réduire successivement à 11,2 % en 2027 et 2028. Le point noir du projet de loi de finances pour 2026 est que le secteur pétrolier et parapétrolier va enregistrer une baisse de sa croissance de 1 % en 2026, tandis que les exportations d'hydrocarbures vont reculer de 2 % en 2026, 0,5 % en 2027 et encore 2,7 % en 2028. Dilemme alors. Comment compenser ce déficit dans les caisses de l'Etat ? Le ministre des Finances a ses réponses toutes prêtes. Il pense le contraire et dégaine son arme magique : la croissance des autres secteurs de l'économie nationale. L'agriculture va connaître une hausse de son PIB de 6,1 %, 5,2 % pour l'industrie, les services à 5,3 % et le BTP à 3,1 %. Concrètement, et hors propos "scolaires" du ministre des Finances, la croissance économique nationale s'est établie à 3,9 % au second trimestre 2025, portée par les secteurs non pétroliers, confirmé les données de l'Office national des statistiques (ONS). La valeur ajoutée de l'industrie a progressé de 5,5 % au premier trimestre 2025, celle du BTP de 3,1 %, avec une valeur nominale en hausse de 9,2 % et 4,4 % pour l'agriculture dont la valeur de la production est escomptée à 38 milliards de dollars, la valeur ajoutée du secteur ayant progressé de 6,1 % au premier trimestre 2025 par rapport à 2024. Des indicateurs solides, selon l'ONS, qui participent efficacement à l'amélioration des grands agrégats de l'économie nationale. Pour le ministre des Finances, "c'est là un saut qualitatif qu'il faut veiller à valoriser et à soutenir". Quant au déficit budgétaire, il tente une sortie hasardeuse : selon lui, il est déjà moindre que prévu, le taux de consommation des crédits votés initialement étant estimé en moyenne à seulement 70%, avec une moindre part pour le budget destiné à l'investissement. Mais, il ira franchement pour défendre son projet de loi de finances pour 2026 en arguant recourir à "la mère de toutes les batailles financières" : "ramener les mauvais payeurs à la maison" en donnant une occasion aux fraudeurs du fisc de s'enregistrer auprès du CNRC et des services des impôts pour payer leurs cotisations et intégrer ainsi le monde de l'économie formelle, et sortir des ténèbres dangereuses, pour tout le monde d'ailleurs, de l'économie parallèle. C'est, selon M. Bouzred, la véritable tactique de son ministère en allant la fleur aux dents vers la numérisation de l'économie nationale. Là, dans cet état de grâce, tout le monde aura un numéro fiscal, un NIN, et une identité qui vont globalement, et dans la discipline, améliorer les recettes budgétaires de l'Etat, et grossir les nouvelles niches fiscales. Sans attendre le coup de pouce du secteur des hydrocarbures. Qui a parlé d'amnistie ?

M.K.

Amendes, sanctions pénales, contrôle et délivrance de permis

Tout savoir sur le nouveau projet de code de la route

Le nouveau projet de code de la route a été conçu comme une réponse législative visant à réduire les pertes humaines et matérielles causées par les accidents de la route, devenus aujourd'hui l'une des préoccupations majeures du pays en raison de leurs impacts sur la société, l'économie et les biens publics et privés. Le projet adopté récemment en Conseil des ministres comporte 190 articles répartis sur dix chapitres et couvre huit axes principaux mêlant aspects réglementaires, préventifs et pénaux. Selon l'exposé des motifs, le texte vise à développer un système de collecte et de traitement des données relatives aux accidents, à améliorer les outils de surveillance et de gestion des risques routiers, à réviser les sanctions, à criminaliser certaines infractions nouvelles et à garantir la conformité des pièces détachées aux normes de sécurité. Les infractions routières sont désormais classées en quatre catégories, avec des sanctions adaptées, selon la gravité du comportement. Les infractions de premier degré, considérées comme les moins graves, comprennent notamment le non-respect des règles par les piétons, l'absence de présentation des documents administratifs, le mauvais état des vitres des véhicules, le non-port de la ceinture de sécurité par les passagers, le manquement des accompagnateurs de conducteurs débutants ou l'insuffisance de l'éclairage et des freins sur les deux-roues et véhicules légers. Les sanctions s'élèvent à une amende forfaitaire de 4 000 dinars. Les infractions de deuxième degré concernent l'usage injustifié des avertisseurs sonores, l'utilisation d'équipements non conformes, l'occupation illégale des voies de transport public, la non-visibilité sur des plaques d'immatriculation, le non-respect de la priorité aux piétons, les freinages injustifiés, l'absence de dispositifs de sécurité obligatoires, le non-respect des obligations des conducteurs en période probatoire ou

Le nouveau projet de code de la route vise à renforcer la sécurité routière à travers un durcissement des sanctions, un contrôle plus strict des permis de conduire et la mise en place de mesures préventives pour réduire les accidents.



le franchissement de la ligne continue. La sanction est une amende de 6 000 dinars. Les infractions de troisième degré sont plus graves et incluent le non-respect des procédures administratives liées aux véhicules, des excès de vitesse, des infractions liées aux équipements pour véhicules de transport de marchandises, au stationnement illégal, au transport d'enfants de moins de dix ans à moto ou de charges dangereuses, ainsi qu'aux surcharges. Les amendes varient de 9 000 à 13 000 dinars, selon les cas. Les infractions de quatrième degré, les plus dangereuses pour la sécurité publique, concernent notamment le non-respect du stop, l'excès de vitesse lors d'un dépassement, le non-usage des feux et signaux de nuit ou par brouillard, la circulation sur des voies interdites pour certains véhicules, le

franchissement des passages à niveau, les infractions liées aux freins ou attelage, la conduite sans permis ou certificat professionnel, l'usage du téléphone en conduisant, le non-respect de la distance de sécurité ou le transport d'enfants de moins de dix ans à moto. Ces infractions sont sanctionnées par une amende de 15 000 dinars. L'article 122 précise que l'amende forfaitaire ne s'applique pas si l'infraction a causé des dommages ou si une autre sanction est prévue. L'article 123 indique que le paiement s'effectue auprès des services financiers et de la Poste, par tous moyens autorisés, y compris électroniques. Le projet de loi renforce également les sanctions pour les conducteurs impliqués dans des accidents graves. Les auteurs d'homicide involontaire par négligence peuvent désormais être condamnés

à des peines de prison allant de un à douze ans, accompagnées d'amendes pouvant atteindre 1,2 million de dinars, avec des peines encore plus lourdes pour les conducteurs de véhicules lourds ou en cas de consommation d'alcool ou de drogues. Pour les blessures involontaires, les peines varient de six mois à cinq ans, selon la gravité, avec des amendes proportionnelles. Les conducteurs fuyant les lieux d'accident ou mettant la vie d'autrui en danger sont également sévèrement sanctionnés. Les excès de vitesse importants, l'usage de documents falsifiés, les modifications non conformes des véhicules et les dommages à la voie publique entraînent de lourdes amendes et des peines de prison selon la gravité et la récidive. Le projet prévoit enfin un contrôle strict de l'accès aux permis de conduire. Le conducteur est responsable pénalement et civilement des dommages causés. Les écoles de conduite certifiées assurent la formation théorique et pratique, et les candidats doivent fournir un certificat médical et des analyses prouvant l'absence de consommation de drogues ou substances psychoactives. Les permis sont soumis à une période probatoire de deux ans et délivrés après réussite aux examens supervisés par les inspecteurs. Leur durée est limitée et leur renouvellement soumis à des contrôles médicaux et antidrogue réguliers. Les permis étrangers sont reconnus sur la base de la réciprocité, et les permis internationaux peuvent être délivrés aux résidents ou voyageurs. Pour la conduite professionnelle, les chauffeurs de transport public, scolaire, de marchandises dangereuses ou de taxi doivent obtenir un certificat de compétence professionnelle après formation spécialisée et respecter strictement les temps de conduite et de repos, sous peine de sanctions graduées. Des contrôles médicaux et antidrogue périodiques et aléatoires sont également imposés.

Y.B.

« Resourcing Tomorrow »

L'Algérie affiche ses ambitions minières à Londres

Par Aida Mouni

Invitée du rendez-vous « Resourcing Tomorrow », la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a présenté la stratégie algérienne pour attirer des investissements, sécuriser l'exploitation des minéraux stratégiques et moderniser une filière désormais centrale dans la transition énergétique mondiale. La secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, prend part, du 1er au 4 décembre à Londres, à « Resourcing Tomorrow », l'un des rendez-vous majeurs consacrés à l'industrie minière internationale. Le ministère des Hydrocarbures et des Mines a présenté, lundi, les principaux enseignements de cette participation, marquée par un intense programme de rencontres et d'échanges avec les acteurs mondiaux du secteur. L'événement, considéré comme le cœur de la « London Mining Week », réunit chaque année plus de 2 000 participants (ministres, experts, fonds d'investissement, entreprises technologiques et compagnies minières) venus débattre des tensions croissantes sur les marchés des ressources naturelles, du rôle des minéraux stratégiques dans la transition énergétique et des mutations rapides des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la présence algérienne s'inscrit dans une stratégie de repositionnement du pays comme fournisseur fiable de minéraux critiques, tout en cherchant à attirer des investisseurs à même d'accompagner la trans-

formation locale et la montée en gamme des industries extractives. Selon le communiqué, Karima Bakir Tafer a participé à plusieurs tables rondes de haut niveau rassemblant des responsables gouvernementaux de pays disposant d'une forte expérience dans l'exploration et la valorisation minière. Les discussions ont porté sur la sécurisation des ressources indispensables aux technologies bas carbone (terres rares, lithium, métaux de transition), ainsi que sur les nouveaux impératifs de durabilité imposés par les marchés et les réglementations internationales. Devant un public composé d'industriels et de décideurs, la secrétaire d'Etat a détaillé la feuille de route nationale pour le développement du secteur minier. Elle a mis l'accent sur trois priorités : l'exploitation des minéraux rares encore sous-valorisés, la transformation locale visant à créer davantage de valeur ajoutée, et le renforcement de la recherche géologique afin d'actualiser et de consolider la cartographie du sous-sol algérien. Ces orientations s'inscrivent dans une série de projets structurants que le gouvernement présente comme la colonne vertébrale d'une nouvelle dynamique industrielle. Karima Bakir Tafer a également insisté sur les réformes juridiques et réglementaires engagées depuis plusieurs années. La nouvelle loi minière, entrée en vigueur récemment, ambitionne de rendre le cadre d'investissement plus lisible et plus attractif, notamment par l'introduction de mécanismes destinés à encourager les partenaires fondés sur le transfert de technologies, la formation et l'investissement responsable. Dans un contexte international marqué par la forte compétition pour l'accès aux minéraux stratégiques, la responsable a voulu rassurer. L'Algérie se présente comme un partenaire « fiable », disposant d'un large spectre de ressources minérales encore peu exploitées et d'une volonté affichée de s'inscrire dans la chaîne mondiale des approvisionnements nécessaires à la transition énergétique et à l'économie verte. La secrétaire d'Etat a, par ailleurs, réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à approfondir la coopération internationale dans le domaine minier. Une ouverture qui intervient alors que de nombreux pays (notamment européens) cherchent à diversifier leurs sources de minerais critiques pour réduire leur dépendance vis-à-vis d'acteurs dominants comme la Chine ou certains pays d'Amérique latine. En participant à « Resourcing Tomorrow », Alger entend ainsi consolider son positionnement dans un secteur devenu hautement stratégique. Le pari est ambitieux : capter des investissements, moderniser un appareil productif longtemps resté en retrait et se placer sur la carte des pays capables de contribuer à la sécurisation des matériaux indispensables aux énergies propres du futur. La scène londonienne, où se croisent capitaux, technologies et stratégies nationales, constitue pour cela une vitrine de choix.

A.M.

Une délégation espagnole en visite au port d'Alger

Le port d'Alger a accueilli hier une délégation du port de Castellón, en Espagne, venue pour une visite de travail visant à explorer des opportunités de partenariat dans le secteur des activités portuaires. La délégation, conduite par le directeur du port espagnol, a été reçue par le directeur général du port d'Alger, Abdelhamid Boulaâ. La rencontre a été ponctuée par une présentation retraçant l'histoire et les activités du port d'Alger, dont le trafic a enregistré une hausse de 45 % cette année par rapport à l'an dernier. Le directeur a également précisé que de nouveaux espaces, estimés à environ 22 000 mètres carrés, ont été créés suite à la démolition des anciens entrepôts et à la réfection des quais. Abdelhamid Boulaâ a souligné que l'accostage des navires au large ne dépasse pas deux jours et a exprimé la volonté du port d'Alger de développer sa coopération avec Castellón, situé dans le nord de la région de Valence, à l'est de l'Espagne. De son côté, le directeur de la délégation espagnole a également exprimé son ambition de collaborer avec le port d'Alger, qu'il considère comme un acteur majeur du commerce maritime en Méditerranée.

Ouverture des salons Sinaa et Secura 2025

Promouvoir la transition vers la production locale

Sinaa Expo Industrie et Secura rassemblent, cette année encore, des centaines d'acteurs de l'industrie et de la sécurité pour mettre en avant les nouvelles solutions destinées à moderniser la production nationale et renforcer la protection des entreprises. Ces deux salons visent à accompagner la dynamique de substitution aux importations, encourager l'investissement productif et offrir aux industriels un accès direct aux technologies, équipements et services nécessaires au développement de leurs activités.



■ Par Merim Ka

Le Salon international pour l'industrie en Algérie, «Sinaa Expo industrie», et le Salon international de la sécurité, du feu et de l'urgence en Algérie, «Secura», ont ouvert leurs portes, hier, au Palais des exportations à Alger. Cet événement, organisé par Easyfairs, s'étalera du 2 au 4 décembre courant. Pour cette édition, certains exposants sont passés du stade d'importateur à celui de producteur.

Sinaa Expo Industrie, qui en est à sa quatrième édition, réunit les acteurs de nombreux sous-domaines de l'industrie tandis que Secura, qui en est à sa septième

édition, présente l'ensemble des solutions de protection : vidéosurveillance, contrôle d'accès, systèmes d'alarme, cybersécurité et équipements de protection individuelle. Les deux salons accueillent 250 exposants. Pour Sinaa, il s'agit de la plus grande édition à ce jour avec près de 170 exposants et une participation étrangère de quatre exposants, tous venus de Chine. Dans ce contexte, Hicham Bettahar, un responsable d'organisation chez Easy Fairs Algeria, qualifie « Sinaa expo » de « supermarché » de l'industrie. Ce salon est l'endroit idéal pour les industriels qui sont en train de lancer leurs usines et lignes de production. « Un industriel trouve toutes les solutions dont il a besoin pour se lancer ou appuyer sa ligne de production entre machines pour la production et pièces. « Certains

exposants offrent des solutions clé en main, une usine prête à la production », indique M. Bettahar. « Nous avons au salon tout ce qui est accompagnement en termes d'ingénierie, de services, de nettoyage industriel. Il y a pratiquement en plus des services financiers qui sont ici présents, que ce soit du leasing, des banques, des assurances ». L'organisateur explique que, d'une année à l'autre, le Salon évolue. Certains exposants sont passés du statut d'importateur à celui de producteur... « Certains qui étaient importateurs lors de la première édition présentent aujourd'hui des produits 100% algériens ». C'est d'ailleurs, l'objectif de ce salon qui s'inscrit en droite ligne avec la volonté de l'Etat de dynamiser le secteur de l'Industrie. En effet, plusieurs importateurs ont réussi à franchir

le cap pour devenir des producteurs, réussissant ainsi à diminuer leurs coûts d'approvisionnement et à réduire leur dépendance de l'étranger. Mieux encore, les opérateurs nationaux peuvent s'adapter aux exigences du marché et aux besoins des consommateurs, à l'image de Mixoil, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des lubrifiants conventionnels. Cette entreprise fournit des solutions adaptées aux besoins de ses clients. « Après une étude de faisabilité, nous fabriquons des huiles spécifiques selon les besoins du client », dit Sofiane Chertouk. Pour sa ligne de production, Mixoil, poursuit le responsable, utilise des huiles de base provenant de raffineries, et des additifs qu'elle importe. L'objectif est d'assurer sa présence dans toutes les industries et de développer son réseau. Ce dernier regrette la « réticence » des Algériens vis-à-vis des produits fabriqués localement. « Notre objectif est de proposer des produits de qualité, avec des performances équivalentes à celles des produits importés afin de répondre aux besoins du client final, qu'il soit industriel ou automobile ». Depuis 2001, l'entreprise propose en moyenne 6 à 7 nouveaux produits annuellement, et dispose au total de plus de 70 références. Ces produits sont destinés aux huiles automobiles et industrielles, essentielles pour les chaînes de production, englobant les huiles hydrauliques, d'engrenage, et de transmission électrique utilisées dans les transformateurs. Mixoil aspire étendre son réseau dans le pays à travers ses unités commerciales situées à Annaba, Oran et Alger. Il en va de même pour Planet Filtre Industrie, une entreprise qui, elle aussi est passée de l'importation à la fabrication. Au cours des trois dernières années, ils ont installé deux usines situées à Oued Souf et Bouira en commençant par les filtres à eau. Elle prévoit des projets pour la fabrication de filtres à huile et à gazole, ainsi que pour des filtres à eau destinés aux travaux publics et aux véhicules en général. La matière première est importée d'Espagne et de Chine.

M. Ka

Olympiades internationales de mathématiques à Moscou
Baddari remet les médailles aux lauréats

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a décerné, lundi dernier, au siège du ministère, les médailles du mérite du ministère aux étudiants algériens lauréats aux Olympiades internationales de mathématiques à Moscou (Russie). Il s'agit de l'équipe d'étudiants de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah (Alger), composée de Benmoulouka Mohamed Amir, Aït Hamadouche Haitham, Boufadji-ghen Abdenassir et Hamadi Abdelillah, ainsi que deux professeurs encadreurs de l'Ecole pour leurs efforts dans l'accompagnement de ces étudiants.

Dans son allocution à cette occasion, M. Baddari a précisé que ce résultat honorable réalisé en remportant «une médaille d'or et deux médailles d'argent, en sus d'une attestation honorifique, est la preuve irréfutable que l'enseignement des mathématiques à l'ENSM est remarquable et excellent». Il «reflète aussi l'investissement stratégique fondé sur les sciences et la technologie, approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la création de cette école, en sus de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA)», a-t-il ajouté.

Dans le même sillage, le ministre a estimé que ces résultats reflètent «le grand bond réalisé dans le domaine de l'enseignement des sciences exactes et de la technologie, devenues la locomotive de l'Algérie victorieuse».

De leur côté, les étudiants ont exprimé leurs remerciements au président de la République pour son soutien, et au ministère de l'Enseignement supérieur pour son accompagnement et l'opportunité qui leur a été offerte pour participer à ces concours internationaux, affirmant que ce sacre les encourage à aller d'avant pour réaliser d'autres succès.

Campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite

Plus de 443 000 enfants vaccinés au premier jour de la campagne

Le ministère de la Santé a annoncé, lundi dernier, que 443 566 enfants ont été vaccinés au premier jour de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite à travers les différentes wilayas du pays, selon un communiqué du ministère. Ce chiffre constitue « un indicateur positif témoignant d'une large mobilisation et d'une forte adhésion des parents », étant donné que la première phase de cette campagne a débuté dimanche 30 novembre

2025, et se poursuivra jusqu'au 6 décembre, sous la supervision du ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, qui a donné le coup d'envoi officiel de cette opération. Ainsi, le ministre a souligné « l'importance stratégique du renforcement de l'immunité collective contre la poliomyélite ». « Plus de 7 000 centres de vaccination ont été mobilisés à travers les wilayas du pays, ainsi que des équipes médicales mobiles », conformément à la stratégie « porte-à-porte »

, notamment dans les wilayas de l'extrême Sud, afin de « garantir l'accès à la vaccination à tous les enfants ciblés âgés de 2 mois à 5 ans », a relevé le ministère. Il est à noter que « 51 superviseurs de wilaya assurent sur le terrain la coordination et le suivi efficace des différentes activités, afin de garantir une couverture complète et fluide ». Concernant la préparation logistique de l'opération, « plus de 5 532 000 doses de vaccin ont été distribuées aux wilayas, assurant ainsi la disponibilité des quantités nécessaires pour toute la durée de la première phase ». Le ministère de la Santé affirme « la mobilisation continue de ses équipes médicales et paramédicales pour assurer le succès de cette importante campagne nationale », exhortant les parents à « continuer de se rendre dans les centres de vaccination ou à recevoir les équipes mobiles pour assurer la protection de leurs enfants », selon le même communiqué

**AGENCE NATIONALE
DES PRODUITS
PHARMACEUTIQUES**
**Signature de deux
accords avec les
agences Sénégalaise et
Tanzaniennes**

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a annoncé hier la signature de deux protocoles d'accord avec l'Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique (ARP) et l'Autorité tanzanienne des médicaments et des dispositifs médicaux (TMDA). "Afin de soutenir la coopération africaine en matière de réglementation pharmaceutique et l'échange d'expertise, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANP) a signé deux protocoles d'accord avec l'Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique (ARP et l'Autorité tanzanienne des médicaments et des dispositifs médicaux (TMDA)", a indiqué hier l'ANPP dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. "Ces accords ont été signés au Centre international de conférences Abdelatif Rahal, sous la supervision du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, et du ministre de la Santé, Mohamed Sidik Ait Messaoud, en présence de représentants des organismes de réglementation africains", précise l'agence. Ces accords visent à renforcer la coopération bilatérale en matière de législation pharmaceutique, favoriser l'échange d'informations et d'expertise, développer les capacités des organismes de réglementation dans les domaines de l'évaluation et de la pharmacovigilance et faciliter la distribution des produits de santé et garantir leur disponibilité et leur qualité. Cette initiative soutient les efforts de l'Algérie pour construire un système de réglementation africain plus cohérent et efficace, au service de la santé publique et stimulant la production locale du continent. La réglementation pharmaceutique en Afrique est une initiative continentale visant à harmoniser les normes de qualité, d'efficacité et de sécurité des médicaments grâce à l'Agence africaine des médicaments (AMA). L'AMA, créée en 2015 et opérationnelle depuis 2021, travaille sur l'harmonisation des procédures réglementaires et le partage d'informations entre les agences nationales et régionales, tandis que chaque pays conserve des réglementations nationales spécifiques pour l'enregistrement, la fabrication et la distribution des produits. L'Agence africaine des médicaments (AMA) vise à créer un cadre réglementaire unique pour tout le continent afin d'assurer l'accès à des produits pharmaceutiques sûrs, efficaces et abordables. L'AMA a pour but d'harmoniser l'enregistrement des médicaments, l'octroi de licences, les inspections de qualité, et les procédures d'essais cliniques. Elle collabore avec les Communautés économiques régionales (CER) et les autorités nationales pour lutter contre les produits de qualité inférieure ou falsifiés. Des organisations comme l'Union européenne et la Fondation Bill & Melinda Gates ont promis un soutien financier pour l'AMA et les initiatives de réglementation pharmaceutique.

I.B.

Par : Ines B

"Sous le haut patronage du Ministre des Finances, la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) organise la troisième Conférence Annuelle du Marché Financier Algérien, qui se tiendra cette année autour de quatre axes stratégiques majeurs : la transformation digitale, le financement innovant, la durabilité et l'inclusion financière", a indiqué hier la COSOB dans sa page officielle facebook. Cet événement constitue un rendez-vous national de référence rassemblant les acteurs financiers, les décideurs ainsi que des experts nationaux et internationaux, afin d'analyser les évolutions du marché financier, d'anticiper ses perspectives de développement et de formuler des recommandations opérationnelles contribuant à renforcer l'efficacité du marché financier algérien. "Les inscriptions seront bientôt ouvertes, destinées aux enseignants, chercheurs, docteurs, dirigeants d'entreprises, professionnels et entrepreneurs", précise la COSOB. La Conférence Annuelle du Marché Financier Algérien est importante car elle permet de discuter et de mettre en œuvre des straté-



gies pour moderniser le marché financier, diversifier ses mécanismes de financement et le rendre plus attractif pour les investisseurs, afin de soutenir l'économie nationale. L'événement marque le lancement d'initiatives concrètes telles que la création d'un guichet unique pour les entreprises et le renforcement de la digitalisation du marché. La conférence est un forum clé pour échanger sur la manière de transformer le mar-

ché financier algérien et ses mécanismes de financement pour en améliorer l'efficacité et l'attractivité. Elle sert de plate-forme pour explorer des alternatives de financement pour les entreprises, diversifiant ainsi les sources de financement de l'économie nationale. Les discussions visent à identifier les moyens de rendre la Bourse plus attractive pour les investisseurs nationaux et internationaux, en encourageant les partenariats publics-

privés et les introductions en bourse. Des décisions et des initiatives importantes sont souvent annoncées lors de la conférence, comme le lancement du Guichet Unique du Marché Financier, qui vise à simplifier l'accès au marché pour les entreprises. Les discussions et les participants contribuent également à l'amélioration du cadre réglementaire et organisationnel du marché financier.

I.B.

ALIMENTS DE BÉTAIL De nouvelles mesures pour garantir la stabilité des prix

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a annoncé, lundi dans un communiqué, une série de nouvelles mesures visant à soutenir la filière de l'élevage de bétail et à réduire les coûts de production des viandes rouges. Ces mesures prévoient la mise à disposition de l'orge tout au long de l'année au niveau des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) réparties sur l'ensemble du territoire national, avec une commercialisation au prix compétitif fixé à 3900 DA le quintal, afin de "mettre un terme à la spéculation illicite ayant entraîné une hausse importante et injustifiée des prix, atteignant dans certains cas plus de 5000 DA/quintal", précise le communiqué. Le ministère a également décidé de maintenir le prix subventionné de l'orge (destiné uniquement aux femelles reproductrices) à 2500 DA le quintal à travers toutes les CCLS, et ce, pour "préserver le cheptel national, et soutenir les

éleveurs à étendre leurs troupeaux et à améliorer la qualité de la production animale", ajoute la même source. Par ailleurs, de nouvelles mesures seront adoptées par l'Office national des aliments de bétail (ONAB) pour fournir, au niveau de ses unités de production, un aliment à base de son, de maïs et de soja, à des prix "compétitifs" de 3150 DA le quintal pour les ovins et de 3300 DA/quintal pour l'engraissement des bovins, permettant ainsi aux éleveurs d'accéder à des aliments équilibrés et de qualité garantie. Dans le même contexte, de nouvelles mesures réglementaires ont été prises concernant le son, en assurant sa disponibilité au prix de 1800 DA le quintal au profit de tous les éleveurs auprès des minoteries, afin d'assurer la stabilité du marché et l'approvisionnement de ce produit essentiel à la composition des aliments pour bétail, relève la même source. La mise en œuvre de ces mesures "fera l'objet d'un

suivi et d'une évaluation continue par les services du ministère afin d'en assurer l'efficacité et la réalisation des objectifs fixés". Le ministère a réaffirmé son engagement à poursuivre le travail en collaboration avec tous les acteurs du secteur pour renforcer la sécurité alimentaire nationale et valoriser les ressources animales nationales. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle stratégie visant à soutenir et à développer la filière de l'élevage et à renforcer la production des viandes rouges, notamment après la rencontre nationale qui a regroupé le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avec les représentants de la filière des viandes rouges et les éleveurs, ainsi que la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), et qui a conclu à la nécessité de réguler les prix des aliments pour bétail et d'en assurer la disponibilité continue afin de préserver cette filière stratégique.

Oman AgroFood 2025 : Grand engouement pour les produits algériens

Le stand algérien au Salon international omanais de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (Oman AgroFood 2025) qui s'est ouvert, lundi au Centre des congrès et d'expositions de Mascate (Oman), a connu un grand engouement des visiteurs et des opérateurs économiques omanais et étrangers pour les produits algériens, dont ils ont valorisé la qualité et la compétitivité.

Le stand algérien a connu une forte affluence, "ce qui dénote la croissance de l'intérêt pour l'offre nationale et sa capacité à se positionner sur les marchés régionaux", lit-on dans un communiqué du ministère du Commerce

extérieur et de la Promotion des exportations.

L'Algérie participe en tant qu'invitée d'honneur à cette manifestation à laquelle prennent part 18 entreprises algériennes activant dans plusieurs secteurs vitaux, comme les produits agricoles, les techniques d'irrigation, les techniques agricoles, les aliments et les produits alimentaires, le conditionnement, l'emballage et la chaîne de froid, précise la même source. Les travaux de cette 7e édition du Salon Oman AgroFood 2025 se sont ouverts, lundi matin, en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid,

accompagné du ministre omanais de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau, Saoud Al-Habsi, et du Secrétaire général du Conseil des ministres omanais, Cheikh Ben Mohammed Al Harthy. "Cette participation intervient, sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations dans le cadre du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés du Golfe et l'ouverture de nouvelles perspectives aux entreprises nationales pour intégrer des marchés prometteurs, conformément à la stratégie de l'Etat visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures", conclut

FERAAL

Signature d'une convention-cadre avec le Centre de recherche en technologies industrielles

La Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), filiale du groupe Sonarem, a signé, hier, une convention-cadre avec le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), visant à développer des techniques locales de traitement du mineraï de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production selon les normes internationales, indique mardi un communiqué du groupe public. La convention a été signée en marge des travaux du 1er Atelier scientifique national sur les techniques de traitement du mineraï de fer de Gara Djebilet, qui ont débuté lundi à Annaba, selon l'APS. Cette nouvelle collaboration tend à développer des techniques locales pour le traitement du mineraï de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production afin de répondre aux normes internationales, permettant ainsi de doter l'industrie nationale de ressources technologiques avancées et de renforcer sa compétitivité, précise le communiqué. Dans son allocution, à cette occasion, le représentant du Directeur général de Sonarem, Fethi Filali, a précisé que la mine de Gara Djebilet "dépasse la dimension économique classique" car "il s'agit d'une ressource stratégique contribuant à la construction d'une industrie nationale du fer avancée", insistant sur la nécessité de renforcer la complémentarité entre les capacités de la recherche scientifique et les exigences de l'industrie pour réaliser un progrès qualitatif dans les techniques de traitement du mineraï de Gara Djebilet. L'atelier a connu la participation de représentants des secteurs de l'enseignement supérieur et de l'industrie, d'experts, de chercheurs et des représentants d'entreprises industrielles et minières. Les intervenants ont présenté un exposé sur le projet de développement et de valorisation du mineraï de fer de Gara Djebilet, soulignant son rôle dans le renforcement de la position industrielle et économique de l'Algérie, à travers l'innovation, l'efficacité et l'investissement dans des technologies avancées renforçant sa compétitivité à l'international. Les travaux de l'atelier se poursuivent mardi avec des interventions techniques et des discussions scientifiques visant à approfondir la recherche et à élargir les perspectives de collaboration entre les secteurs scientifique et industriel, conclut le communiqué de Sonarem.

"Risque d'inflation si la production ne suit pas les hausses"

La nouvelle augmentation du SNMG est une référence de calcul des salaires, y compris pour certains cadres et retraités en fonction des capacités des entreprises et organismes de manière à éviter le tassement des salaires.

Par Inès B.

C'est ce qu'a révélé hier le Secrétaire général de la Centrale syndicale, Amar Takdjout, en réaction à la décision du président de la République d'augmenter le SNMG (salaire national minimum garanti) de 20 000 DA à 24 000 DA. Intervenant à la radio chaîne 3, le Secrétaire général de la Centrale syndicale a souligné le respect, tout à fait honorable, par le président de ses engagements vis-à-vis des citoyens et plus particulièrement des travailleurs. Amar Takdjout a rappelé qu'il s'agit d'une réponse à la « demande exprimée par l'UGTA lorsque le président de la République nous a rendu visite le 1er Mai 2024 ». Et d'ajouter, « il nous avait promis d'étudier toutes les demandes exprimées par l'UGTA en ce moment-là et qu'il allait le faire de manière graduelle pour un ensemble de questions dont celle du congé de maternité et des pensions de retraite ». « L'objectif du président est d'arriver graduellement à une augmentation à 100% des salaires ». Le patron de la Centrale syndicale fait



remarquer au passage que le président de la République « est resté fidèle à ses engagements » et que « son objectif est celui d'arriver graduellement à une augmentation de 100% des salaires (...) en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens ». Il a rappelé qu'il y avait « déjà eu des augmentations de la fonction publique et celles des retraités

atteignant les 15% ». M. Takdjout a cependant mis en garde contre le risque inflationniste en appelant les entreprises économiques à rompre avec « l'attitude de rester dans l'attente des augmentations et d'agir pour la dynamisation de l'économie réelle », celle de la production des biens et services. « Aujourd'hui, il faut une remise en cause de chacun

d'entre nous, dans les entreprises économiques et les administrations. Il ne suffit pas d'attendre uniquement de décréter des augmentations, nous sommes appelés à changer d'attitude et de vision de notre économie », a-t-il dit, et d'ajouter « les augmentations non suivies de la production et d'une économie forte risquent d'être bouffées par l'inflation ».

HYDROCARBURES ET MINES

Arkab s'entretient avec des représentants de l'entreprise brésilienne WEG



Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège du ministère une délégation de la multinationale brésilienne WEG, un des principaux fabricants d'équipements électriques, électroniques et technologiques. La délégation était conduite par le PDG de l'entreprise, M. Francisco Martinez. Étaient également présents le PDG du groupe Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, le PDG du groupe Sonarm, M. Reda Belhadj, ainsi que des représentants du ministère.

"La réunion a permis de faire le point sur la coopération et le partenariat actuels entre WEG et Sonatrach et Sonarm, et d'explorer les possibilités de développement de cette coopération dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Les deux parties ont mis l'accent sur le renforcement de leur collaboration technique et technologique, notamment dans les domaines de la fabrication d'équipements, du traitement des minéraux, du dessalement de l'eau de mer, ainsi que sur le développement de solutions numériques avancées pour la gestion et l'exploitation des équipements",

indique un communiqué du ministère. La réunion a également porté sur l'évaluation des opportunités d'affaires et d'investissement en Algérie, soulignant l'importance de développer la présence de la multinationale WEG par le biais de projets de localisation de la fabrication et de la maintenance des équipements, conformément au protocole d'accord signé entre Sonatrach et WEG en mai 2023. "Les deux parties ont accordé une attention particulière aux projets miniers de Sonatrach, notamment ceux liés à l'intégration des technologies

modernes dans l'exploitation et le traitement des ressources minérales, ainsi qu'à l'utilisation des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et les solutions de stockage d'énergie dans les projets pétroliers, gaziers et miniers. La création d'un centre spécialisé dans la maintenance des équipements électriques en Algérie a également été abordée, ce qui permettrait de renforcer les capacités nationales en matière de maintenance technique avancée", ajoute le communiqué. Au cours des discussions, le ministre

d'Etat a affirmé que l'Algérie offre de nombreuses opportunités de partenariat et d'investissement dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, tant au niveau national qu'à travers l'Afrique. Il a insisté sur la nécessité de progresser vers des projets concrets et d'établir une feuille de route claire pour assurer leur mise en œuvre dans les meilleurs délais, en privilégiant les projets de dessalement d'eau de mer, la promotion du contenu local et la formation spécialisée, notamment dans la fabrication et la maintenance des équipements. Pour sa part, M. Francisco Martinez a exprimé la volonté renouvelée de WEG de renforcer sa coopération avec l'Algérie et de développer des investissements à long terme, soulignant le désir de l'entreprise de faire de l'Algérie une plateforme régionale pour ses activités industrielles et technologiques dans la région, grâce au transfert de technologies, à l'échange d'expériences et au développement de capacités de maintenance et de formation.

I.B.

NÂAMA

Formation d'artisans dans l'extraction des huiles naturelles

Les artisans bénéficieront d'un diplôme reconnu par l'Etat, leur permettant d'accéder à un soutien financier pour la création d'une micro-entreprise, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM).

La Chambre de l'artisanat et des métiers de Nâama a lancé, lundi, une session de formation dans le domaine de l'extraction des huiles naturelles au profit de 25 artisans issus des wilayas d'In-Salah, Oran, Aïn-Defla, Tlemcen et Nâama, a-t-on appris des organisateurs. Cette session de cinq jours, initiée en coordination avec la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya et le bureau de Nâama de la Confédération algérienne du patronat (CAP), est organisée au niveau de la Maison de l'artisanat de Nâama, indique-t-on. Elle porte, notamment, sur les opérations de pressage, la distillation des plantes aromatiques, ainsi que sur la production des huiles et des produits cosmétiques extraits des herbes, sous la supervision du formateur professionnel dans ce domaine, Farah Mellah, a précisé la même source. Cette initiative, qui permet de développer les compé-



tences des artisans, s'inscrit dans le cadre des formations programmées par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Nâama. A l'issue de cette formation, les artisans bénéficieront d'un diplôme reconnu par l'Etat, leur permettant d'accéder à un soutien finan-

cier pour la création d'une micro-entreprise, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), a-t-on indiqué. Le programme annuel de formation théorique et pratique de la CAM de Nâama prévoit la qualification professionnelle d'envi-

ron 100 artisans dans plusieurs spécialités, telles que la coiffure artistique, l'installation d'équipements et de matériels d'énergie solaire, la pâtisserie traditionnelle, la couture, la broderie électronique, la sellerie et d'autres métiers, selon la Chambre.

PRÉSÉRATION DE L'ENVIRONNEMENT

CONSOLIDATION DU RÔLE DES ASSOCIATIONS À IN-SALAH

La nécessité de consolider le rôle des associations qui activent pour la protection de l'environnement, afin de lutter de manière efficace contre les effets du changement climatique, a été soulignée lundi par les participants à un Séminaire tenu à In-Salah, sous le thème « Haute des températures, tempêtes de sable et stratégies d'adaptation : In-Salah comme modèle ». Les intervenants, universitaires, climatologues et représentants d'associations, ont mis en avant la nécessité d'impliquer les différents acteurs de la socié-

té dans les campagnes de boisement, d'hygiène du milieu urbain et la consolidation des efforts des acteurs associatifs dans les projets à caractère environnemental. L'importance de l'exploitation et de l'utilisation des énergies renouvelables dans l'irrigation des espaces verts en milieu urbain, le développement du couvert végétal, la création d'une exploitation pilote, ont également été recommandées par les participants. Initiée par l'association culturelle « El-Mordjane », la rencontre a été riche en communications, en présentiel et par visioconférence, axée

sur les défis climatiques dans la wilaya d'In-Salah, dans le contexte des grandes chaleurs, des tempêtes de sable et leurs effets sur le développement local. Pour le président de l'association organisatrice, Ahmed Dabou, ce Séminaire vise la conscientisation de la société sur les effets climatiques rudes engendrés en périodes caniculaires et de vents de sable et les moyens de s'en prémunir, à travers les campagnes de boisement et la régénération du couvert végétal, en plus de l'intensification des efforts de lutte contre la désertification.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Vers la plantation de plus de 1,3 million d'arbustes à Tébessa

La Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa a programmé la plantation de 1.329.400 arbustes de diverses variétés dans le cadre du programme de réhabilitation du barrage vert qui traverse neuf communes de cette wilaya, a révélé lundi la conservatrice locale des forêts, Asma Bechinina. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a précisé que dans le cadre de la troisième tranche de ce

programme national visant la préservation de l'équilibre écologique, il a été procédé depuis le 25 octobre passé au lancement de la plantation de ce nombre important d'arbres sur une superficie globale de 910 hectares qui se poursuivra jusqu'à la fin de mars prochain. Elle a également précisé qu'il sera ainsi procédé à la mise en terre,

entre autres, d'oliviers, de pistachiers, de pins d'Alep, de cyprès, de figues de Barbarie et de l'atriplex halimus. La superficie du barrage vert s'étend à Tébessa sur 407.138 hectares de neuf communes soit 30 % de la surface totale de la wilaya et 11 % de la surface totale du barrage vert à l'échelle nationale.

AÏN DEFLA : Formation au profit de près de 70 chasseurs

La Conservation des forêts de la wilaya d'Aïn Defla a organisé des sessions de formation au profit de près de 70 chasseurs, sanctionnées par la remise d'attestations de qualification leur permettant d'obtenir des permis de chasse, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Selon un communiqué de la Conservation des forêts, ces formations organisées en coordination avec la fédération

locale des chasseurs, ont profité à des chasseurs adhérents aux 25 associations de chasse actives dans la wilaya, portant ainsi à près de 800 le nombre de chasseurs ayant subi des étapes de formation similaires. Les sessions, animées par des cadres de la conservation, ont notamment porté sur l'identification du gibier, les périodes de chasse, les moyens autorisés ou

interdits dans l'activité de la chasse, ainsi que sur les règles éthiques liées à cette activité. Un volet juridique a également été consacré aux sanctions prévues par la législation algérienne pour la protection de la faune, aux mesures de sécurité lors de l'utilisation des armes de chasse, ainsi qu'aux notions de premiers secours en cas d'accident.

AVEC PLUS DE 215 MILLIONS DA

Réalisation d'une polyclinique à Djelfa

L'antenne de Blida de l'Office national des terres agricoles (ONTA) a enregistré 74 demandes de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure. Quelque 74 exploitants agricoles ont introduit des demandes de cession du droit de concession qui leur avait été accordé pour l'exploitation de terres agricoles dans le cadre de la loi 10-03 du 15 août 2010 fixant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, a indiqué à l'APS le directeur local de l'ONTA, Yacine Ouania. Il a souligné que la wilaya a été la première à délivrer un contrat de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, après approbation du wali, les autres dossiers étant en cours d'examen par la commission compétente, notamment au regard du droit de préemption. L'Office a également réceptionné 29 demandes de régularisation, en application de l'Instruction ministérielle n°815 du 21 mars 2024, émise par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la mise en œuvre du décret exécutif 24-55 du 23 janvier 2024 fixant les conditions d'attribution des terres agricoles du domaine privé de l'Etat pour la mise en valeur par concession, selon la même source. M. Ouania a ajouté que la commission technique de promotion de l'investissement agricole, présidée par le directeur général de l'ONTA, a approuvé l'ensemble des demandes déposées. Les procédures se poursuivent pour délivrer aux exploitants les attestations de qualification et contrats de concession leur permettant d'obtenir la carte d'agriculteur et d'accéder à l'ensemble des dispositifs publics de soutien destinés au développement du secteur.

UNIVERSITÉ DE SKIKDA

Une table d'anatomie 3D pour l'annexe de médecine

L'annexe de médecine de l'université 20 août 1955 de Skikda vient de renforcer ses moyens pédagogiques par une table d'anatomie 3D pour dissection virtuelle, a-t-on appris dimanche auprès du recteur de cette université Pr. Toufik Boufendi. Le même responsable a précisé à l'APS que cette table « la seconde du genre » à réceptionnée par l'université de Skikda constituera un appui aux cours théoriques et travaux pratiques et permettra un encadrement de qualité des étudiants de médecine. Cet appareil est un des meilleurs moyens pour enseigner l'anatomie et la physiologie et visualiser par une touche de doigt les plus infimes parties du corps humain, a ajouté le même responsable. L'annexe de médecine de l'université de Skikda a été ouverte à la rentrée universitaire 2023-2024 et accueille des étudiants en médecine des deux wilayas de Skikda et de Guelma durant les trois premières années de leur cursus et rejoindre à partir de la quatrième année la faculté de médecine de l'université d'Annaba de sorte à atténuer la pression sur cette dernière, a-t-on rappelé.

Certains médicaments sont plus dangereux qu'utiles. C'est ce qu'affirment les experts qui alertent sur les effets indésirables disproportionnés de quatre nouveaux médicaments, allant de la gynécologie à la pneumologie en passant par la rhumatologie. La revue médicale Prescrire a dévoilé sa liste noire, composée cette année de 108 médicaments.

Par Amel B

La revue médicale Prescrire pointe du doigt des nouveaux médicaments, allant de la gynécologie à la pneumologie, en passant par la rhumatologie, jugés « plus dangereux qu'utiles ». Cette revue a intégré, le lundi 1er décembre, quatre nouveaux médicaments, les considérant plus dangereux qu'efficaces. « Ces quatre médicaments ont été ajoutés à ce bilan car ils exposent à des effets indésirables disproportionnés au regard d'une absence de démonstration d'efficacité clinique, d'une efficacité incertaine ou trop modeste par rapport à un placebo », selon cette revue dans son édition 2026. Par rapport au bilan 2025, quatre médicaments ont été ajoutés à la liste : l'andexanet alfa, la chondroïtine, le fézolinétant et le géfapixant. Deux autres ont été retirés de la liste : l'acide obéticholique et le piracétam. L'objectif de ce bilan annuel et d'aider à « choisir des soins de



qualité et éviter des dommages disproportionnés », souligne la revue médicale. La liste des médicaments à éviter comprend une centaine de molécules, pour certaines présentes depuis plusieurs années comme l'emblématique Smecta, largement utilisé contre la diarrhée, mais critiqué pour son inefficacité et la présence potentiellement toxique de plomb. La liste comprend un traitement destiné aux femmes ménopausées pour lutter contre les bouffées de chaleur. Cette molécule, le fézolinétant, commercialisée

sous le nom Veoza par le laboratoire néerlandais Astellas, vise à constituer une alternative aux traitements à base d'hormones. Mais il peut être très toxique pour le foie chez certaines patientes, selon Prescrire. Deuxième nouveauté dans la liste : le géfapixant (Lyfuna), commercialisé par l'Américain Merck (MSD) et qui s'adresse aux patients atteints de toux chronique et dite réfractaire. Il cause, notamment, des troubles du goût chez une bonne moitié des patients, et est soupçonné d'occasionner des pneumonies. Troisième médicament

ajouté, la chondroïtine, notamment vendue sous le nom Chondrosulf par le suisse Ibsa, vise à répondre à l'arthrose. Mais son efficacité n'a jamais réellement été prouvée, alors que cette molécule peut causer, dans de rares cas, de graves réactions allergiques, pointe Prescrire. L'andexanet alfa, vendu sous le nom Ondexxa par l'Américain Alexion, destiné aux hôpitaux pour éviter en urgence de graves hémorragies, est également épingle, soupçonné de causer des complications cardiovasculaires.

AB

SELON UNE NOUVELLE ÉTUDE

Les forêts africaines ne sont plus un puits de carbone

Les forêts et zones boisées d'Afrique, longtemps considérées comme un puits de carbone majeur, sont désormais devenues une source nette de carbone en raison de la déforestation et de la dégradation forestière, selon une nouvelle étude publiée vendredi dans *Scientific Reports*, une revue du groupe Nature spécialisée dans les sciences naturelles. Les chercheurs ont utilisé des données satellitaires haute résolution, corroborées par des mesures de terrain, pour cartographier l'évolution de la biomasse ligneuse aérienne sur l'ensemble du continent entre 2007 et 2017. Selon l'étude, l'Afrique enregistrait un gain annuel de 439 millions de tonnes de biomasse entre 2007 et

2010, avant de subir des pertes estimées à 132 millions de tonnes par an entre 2010 et 2015, puis 41 millions de tonnes par an entre 2015 et 2017. Les pertes ont été particulièrement marquées dans les forêts tropicales humides, notamment en République démocratique du Congo, à Madagascar et dans plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest. Pour les auteurs, le basculement du continent d'un puits de carbone à une source nette souligne l'urgence de renforcer les politiques de conservation et les initiatives de restauration forestière. Les gains observés dans les zones de savane — probablement liés à la progression des arbustes — ont partiellement compensé les

pertes, sans toutefois inverser la tendance. Historiquement, les forêts africaines absorbent environ 20 % des émissions mondiales de carbone grâce à la photosynthèse.

Les nouvelles conclusions indiquent que la poursuite de la perte forestière pourrait compromettre les objectifs climatiques internationaux, notamment ceux prévus par l'Accord de Paris. Les auteurs appellent à des engagements plus ambitieux dans la révision en cours des Contributions déterminées au niveau national (CDN), ainsi qu'à des efforts mondiaux renforcés pour mettre fin à la déforestation, conformément à la Déclaration des dirigeants de Glasgow.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

42 morts et 1396 blessés en une semaine

Quarante-deux (42) personnes ont trouvé la mort et 1396 autres ont été blessées dans 1244 accidents de la circulation survenus entre le 23 et 29 novembre dernier, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus

lourd a été enregistré dans la wilaya de Ouargla, avec 6 morts et 17 blessés dans 13 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 996 interventions pour l'extinction de 649 incendies urbains et industriels, dont les plus

importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (75 incendies), Blida (54) et Mostaganem (36). Durant la même période, 6707 interventions ont été effectuées pour le sauvetage de 578 personnes en situation de danger et l'exécution de 5821 opérations diverses d'assistance.

EBOLA

La RDC déclare la fin de la dernière épidémie

L'épidémie d'Ebola, qui a fait au moins 34 morts depuis fin août dans le centre de la République démocratique du Congo (RDC), a été éradiquée, ont annoncé officiellement lundi les autorités du pays. Le virus Ebola reste souvent mortel malgré de récents vaccins et traitements. Cette fièvre hémorragique a fait 15.000 morts en Afrique au cours des 50 dernières années. L'épidémie la plus meurtrière en RDC, survenue entre 2018 et 2020, avait fait près de 2.300 morts pour 3.500 malades. « L'épidémie d'Ebola a effectivement pris fin » en RDC, a déclaré le directeur de l'Institut national de santé publique (INSP), Dieudonné Mwamba Kazadi, avant une cérémonie officielle organisée à Kinshasa en présence de responsables de l'OMS et de l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC). Au moins « 34 décès parmi 53 cas confirmés » ont été enregistrés, a ajouté M. Kazadi. Et onze décès supplémentaires ont vraisemblablement été causés par le virus, ce qui porterait le bilan à un total probable de 45 morts d'Ebola. La RDC a désormais traversé seize épidémies d'Ebola depuis que la maladie a été identifiée la première fois en 1976 au Zaïre, ancien nom du vaste pays d'Afrique centrale. La transmission humaine du virus se fait par les fluides corporels, avec pour principaux symptômes des fièvres, vomissements, saignements et diarrhées. Les personnes infectées ne deviennent contagieuses qu'après l'apparition des symptômes, après une période d'incubation allant de 2 à 21 jours.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Mexique va construire le puissant supercalculateur d'Amérique latine

Le gouvernement mexicain a annoncé récemment la construction d'un supercalculateur d'une capacité de traitement sept fois supérieure à celle du plus puissant ordinateur d'Amérique latine. Nommé Coatlícué, du nom d'une déesse de la mythologie aztèque représentant source de pouvoir et de vie, ce supercalculateur aura une capacité de traitement de 314 pétaflops (un pétaflop, qui s'exprime en 10 puissance 15, équivaut à 1.000 milliards de calculs par seconde). Pegaso, un ordinateur brésilien privé, est actuellement considéré comme le plus puissant d'Amérique latine avec 42 pétaflops. « Nous voulons qu'il soit un superordinateur public, un superordinateur pour le peuple », a déclaré la présidente Claudia Sheinbaum mercredi à la presse. Une course mondiale est en cours pour se doter de supercalculateurs toujours plus rapides afin de travailler en conjonction avec les systèmes d'intelligence artificielle. Les Etats-Unis sont en tête dans ce domaine, mais l'Europe, la Chine et le Japon possèdent également des modèles parmi les dix plus puissants, selon un classement industriel des ordinateurs haute performance. La construction de Coatlícué débutera en janvier et durera 24 mois pour un coût total de 6 milliards de pesos (282,17 millions d'euros), a déclaré José Merino, directeur de l'Agence de transformation numérique du Mexique.

Soudana

Des millions de personnes face à une « famine catastrophique »

La situation humanitaire au Soudan s'aggrave en raison de la guerre en cours, qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon les données internationales.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré que des millions de personnes au Soudan sont « isolées » et sont confrontées à une « famine catastrophique » en raison du conflit armé qui se poursuit depuis plus de deux ans et demi dans le pays. Le programme des Nations Unies a déclaré dans un message publié sur les réseaux sociaux: « La famine s'est aggravée dans certaines régions du Soudan, mais la faim commence à s'atténuer dans les zones où nous avons un accès continu ». Il a précisé que les progrès dans la lutte contre la famine restent « fragiles », précisant que « des millions de personnes restent isolées à cause du



conflit et sont confrontées à une famine catastrophique ». Mercredi dernier, l'ONU avait alerté que le conflit en cours depuis la mi-avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) met 21 millions de personnes au Soudan en danger de famine grave. La

situation humanitaire au Soudan s'aggrave en raison de la guerre en cours, qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon les données internationales. Le 26 octobre, les Forces de soutien rapide ont pris El Fasher qu'elles

assiégeaient depuis mai 2024, mais la situation dans cette ville s'est aggravée avec la détérioration des conditions de sécurité et le déplacement de dizaines de milliers de personnes craignant de graves violations commises par ces forces sur les civils. Ces dernières semaines, les trois Etats de la région du Kordofan (Nord, Ouest et Sud) ont été le théâtre de violents affrontements entre l'armée soudanaise et les FSR, entraînant le déplacement de dizaines de milliers de civils. Sur les 18 Etats qui compte le pays, les FSR contrôlent les cinq Etats de la région du Darfour à l'ouest, à l'exception de certaines parties du nord de l'Etat du Darfour Nord, qui sont sous le contrôle de l'armée, laquelle contrôle la plupart des 13

PÉROU

Un glissement de terrain fait 12 morts et 30 disparus

Au moins douze personnes, dont trois enfants, sont mortes et une trentaine d'autres sont portées disparues lundi 1er décembre au Pérou après un glissement de terrain ayant enseveli deux embarcations fluviales dans la région amazonienne d'Ucayali, ont indiqué les autorités. L'accident s'est produit aux premières heures de la matinée près du port d'Iparia, une zone isolée située à plus d'une journée de navigation de Pucallpa, la capitale de la région

d'Ucayali. Un important bloc de terre s'est détaché de la rive et est tombé dans le fleuve, générant de forts courants qui ont déstabilisé les embarcations des deux bateaux de passagers amarrés, selon le Centre des opérations d'urgence du ministère de la Défense (COEN). Les équipes de secours ont confirmé que trois mineurs figuraient parmi les victimes. Les autorités ont indiqué que des travailleurs essentiels, dont des médecins et des enseignants, comptaient éga-

lement parmi les neuf corps retrouvés. Les opérations de recherche sont en cours, et un appui a été sollicité auprès de la Marine péruvienne afin de retrouver les personnes disparues. L'incident a été officiellement attribué à l'érosion de la berge, un phénomène récurrent dans cette région qui entre actuellement dans la saison des pluies. La région d'Ucayali, où s'est produit le drame, est un vaste territoire forestier bordé par Loreto au nord et par le Brésil à l'est.

G20 pour 2026

Les États-Unis assument la présidence

Les États-Unis ont pris lundi la présidence du G20 pour 2026, s'engageant à recentrer le forum sur la croissance économique et à « produire des résultats », selon le département d'État. « Sous la direction du président Trump, nous ramènerons le G20 à sa mission fondamentale, qui est de stimuler la croissance économique et la prospérité afin de produire des résultats », a indiqué le

département dans un communiqué. « Alors que nous mettons en œuvre ces réformes indispensables, nous donnerons la priorité à trois thèmes fondamentaux : libérer la prospérité économique en limitant les contraintes réglementaires, débloquer des chaînes d'approvisionnement énergétiques abordables et sûres, et être à la pointe des nouvelles technologies et innovations », a-t-il ajouté. Washingt-

ton accueillera le sommet des dirigeants du G20 à Miami, en Floride, en 2026, qui coïncidera avec le 250e anniversaire des États-Unis. Cette prise de fonction officielle intervient presque deux semaines après la clôture du sommet du G20 2025 à Johannesburg (Afrique du Sud), marqué par l'absence inédite d'une délégation américaine de haut niveau pour la traditionnelle cérémonie de passation.

POUR RENFORCER LA COOPÉRATION EN DÉFENSE Le Canada rejoint « SAFE »

Le Canada a annoncé lundi qu'il rejoignait l'initiative SAFE (Security Action for Europe) de l'Union européenne, un programme visant à accroître les capacités de défense sur le continent et à renforcer les partenariats industriels. Selon le bureau du Premier ministre Mark Car-

ney, cet accord ouvrira plus largement le marché européen aux entreprises canadiennes du secteur. La participation du Canada à SAFE permettra de combler des lacunes capacitives identifiées par les Européens, tout en élargissant les débouchés commerciaux pour les fabri-

cants canadiens de défense, a affirmé Carney dans un communiqué. L'initiative devrait également favoriser l'attraction d'investissements européens au Canada, renforçant ainsi la coopération industrielle transatlantique.

INDONÉSIE

604 morts dans des inondations et des glissements de terrain

Le nombre de victimes des inondations et des glissements de terrain causés par les pluies torrentielles sur l'île indonésienne de Sumatra est passé à 604 morts. L'Agence indonésienne de gestion des catastrophes a mis à jour les données sur son site internet ce lundi. Selon lesquelles, les équipes de secours continuent de rechercher environ 500 disparus. Des responsables de l'Agence nationale indonésienne de gestion des catastrophes ont indiqué que les principaux axes de transport dans le nord de Sumatra, notamment dans les régions de Tapanuli du Sud, Tapanuli Central et Sibolga, restent fermés, et que les opérations de sauvetage sont ralenties par l'ampleur des dégâts. L'Agence indonésienne de météorologie, de climatologie et de géophysique avait précédemment averti que les mauvaises conditions météorologiques persisteraient pendant plusieurs jours. Plus tôt, le chef de l'Agence, Suharyanto, avait déclaré à la presse que le nord de l'île de Sumatra était la région la plus touchée par la catastrophe. Suharyanto a expliqué que les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent difficilement en raison du relief accidenté, des routes endommagées et des mauvaises conditions météorologiques. Les responsables ont appelé les gouvernements régionaux à accélérer l'installation de postes médicaux et de cuisines publiques dans les centres d'évacuation les plus fréquentés.

PLAN DE PAIX EN UKRAINE

Witkoff rencontre Poutine

L'envoyé américain, Steve Witkoff, a rencontré mardi le président russe, Vladimir Poutine, à Moscou pour des pourparlers sur le plan de paix en Ukraine. Des pourparlers ont eu lieu la semaine dernière entre des délégations ukrainiennes, européennes et américaines concernant le plan, composé de 28 points, que la présidence russe a déclaré ne pas avoir reçu officiellement. Cependant, les discussions qui se sont tenues à Genève il y a quelques jours ont abouti à la révision du plan et à la présentation d'un « cadre de travail actualisé et révisé pour la paix ». Le président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré précédemment que les discussions ne portent pas encore sur un projet d'accord, mais sur un ensemble de propositions qu'il a qualifiées de « pouvant servir de base à de futurs accords ». Celles-ci sont liées aux conclusions du sommet d'Alaska, qui l'avait réuni avec son homologue américain à la mi-août dernier. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a indiqué aux journalistes que la rencontre entre Witkoff et Poutine aura lieu dans la seconde moitié de la journée, et il a refusé de commenter les « lignes rouges » fixées par la Russie, déclarant que « la diplomatie des haut-parleurs n'est pas utile ».

BULGARIE Le président appelle à la démission du gouvernement

Le président bulgare, Rumen Radev, a appelé lundi le gouvernement à démissionner à la suite de manifestations de protestation contre le projet de budget pour l'année prochaine. Des dizaines de milliers de Bulgares sont descendus lundi soir à la place principale en face du Parle-

ment, dans le plus grand rassemblement de la capitale depuis des années, pour réclamer la démission du gouvernement. Les protestations ont trouvé un écho auprès du président Radev, qui a appelé le gouvernement à démissionner et a écrit sur Facebook : « Il n'y a qu'une

seule issue : la démission et des élections anticipées ». Le gouvernement devrait proposer cette semaine des modifications au budget 2026, après s'être engagé à ne pas inclure de mesures controversées, comme l'augmentation des cotisations à la sécurité sociale.

COUPE ARABE FIFA 2025/ALGÉRIE- SOUDAN (GROUPE D)

Les Verts lancent la campagne de défense de leur titre

L'attente est terminée pour la sélection nationale A'. Cet après-midi, à Doha, les Verts entament officiellement leur campagne dans la Coupe arabe FIFA 2025 avec un premier test face au Soudan pour le compte du groupe D.

Par Marouane A.

Quatre ans après leur sacre historique au Qatar - obtenu en décembre 2021 en finale contre la Tunisie - les hommes de Madjid Bougheira reviennent sur les mêmes terres avec une ambition intacte : défendre leur titre jusqu'au bout, même si tous savent que la tâche s'annonce nettement plus compliquée que lors de la précédente édition. En soulevant le trophée en 2021, l'Algérie a changé de statut. Elle est désormais l'équipe à battre, celle dont chaque adversaire voudra analyser le moindre détail pour tenter de la surprendre. Cette pression supplémentaire, Bougheira en est pleinement conscient. «Nous venons défendre notre titre avec détermination, mais nous savons que le niveau sera plus relevé. Chaque match sera un combat», a-t-il déclaré avant le coup d'envoie du tournoi. Le sélectionneur insiste sur l'importance d'une bonne entrée en matière, souvent déterminante pour la suite de la phase de groupes.



L'ÉTIQUETTE DU CHAMPION : UN AVANTAGE... ET UN POIDS

Pour ce premier match, les Verts devront se montrer prudents. Le Soudan reste un adversaire imprévisible, dont le jeu repose sur l'impact physique, la discipline tactique et un engagement de tous les instants. Historiquement, les «Faucons du désert» disposent d'un riche passé continental. Ils ont participé neuf fois à la Coupe d'Afrique des nations et ont même décroché le titre de champion d'Afrique en 1970, devant leur public. Ils ont également atteint les demi-finales en 1963 et 1972, ce qui les place parmi les nations africaines ayant marqué les décennies précédentes. En Coupe arabe, le Soudan a également connu plusieurs participations, dont la dernière en 2021 au

Qatar, où il avait affronté l'Algérie, l'Egypte et le Liban dans un groupe relevé. Malgré une élimination précoce, les Soudanais avaient laissé l'image d'une équipe combative, difficile à manœuvrer et jamais résignée. Bougheira reconnaît la difficulté de préparer ce match : «Nous n'avons pas beaucoup d'informations récentes sur l'évolution de cette équipe, mais le Soudan a toujours été connu pour son sérieux, sa combativité et sa rigueur. Nous devons rester concentrés et prêts à tous les scénarios.»

UNE PREMIÈRE RENCONTRE CRUCIALE

Face au Soudan, les Verts n'auront pas le droit à l'erreur. Une victoire permettrait non seulement de lancer idéalement la défense du titre, mais aussi

d'aborder plus sereinement les deux autres rencontres du groupe, face à l'Irak et à la Mauritanie, deux adversaires beaucoup plus expérimentés et difficiles à manier. Le Soudan, de son côté, tentera d'imposer son rythme et de frustrer les Algériens grâce à son agressivité dans les duels et son développement en contre. Mais avec un bloc solide, une intensité maîtrisée et la discipline tactique qui a souvent caractérisé les poulains de Bougheira, les Verts ont les arguments pour faire la différence. Le symbole est fort : c'est à Doha que l'Algérie avait écrit l'une des plus belles pages de son football récent. Revenir dans les mêmes stades, dans une atmosphère de Coupe arabe toujours très passionnée, représente un stimulant supplémentaire pour un groupe qui connaît déjà l'exigence de cette compétition.

M.A.

CROATIE : Bakrar encore buteur

Le Dinamo Zagreb s'est imposé à l'extérieur aujourd'hui, avec ses deux Algériens titulaires, dont Bakrar buteur. La bonne nouvelle de ce déplacement à Gorica, est le retour dans le onze de départ d'Ismael Bennacer depuis sa sortie sur blessure face à l'Arabie Saoudite le

18 novembre dernier à Djeddah. Après être entré en jeu face à Varazdin et raté le match d'Europa League faute d'être qualifié, le milieu de terrain était titulaire aujourd'hui face à Gorica mais il n'a joué que 60 minutes, sans être exceptionnel. De son côté, Monsef Bakrar

inscrit son 10e but de la saison avec le Dinamo, en ouvrant le score à la 34e minute. Miha Zjac hérite d'un ballon dans la surface, il effectue un centre lobé qui arrive à Bakrar face au but, qui conclut d'un plat du pied. Score final 2-0 pour le Dinamo Zagreb toujours en tête.

CYCLISME / MEILLEUR COUREUR AFRICAIN 2025

Hamza Yacine décroche la cinquième position

L'Algérien Hamza Yacine, sociétaire de l'équipe Madar Pro-Cycling Team, a terminé à la cinquième place du sondage du meilleur cycliste africain de l'année 2025, au moment où son compatriote et coéquipier Hamza Amari a pris la septième place, lors de la cérémonie des

Africa Cycling Excellence Awards. Le titre est revenu à l'Erythréen Biniam Girmay, sociétaire de l'équipe Intermarché-Wanty, le maillot vert du Tour de France 2024, avec notamment trois étapes remportées. C'est la cinquième consécration africaine pour

Biniam Girmay, après les précédentes distinctions, décrochées en 2020, 2021, 2022 et 2024. Le podium de cette édition 2025 du meilleur coureur africain a été complété par Henok Mulubrhan (Erythrée-XDS Astana) et Natnael Tesfazion (Erythrée-Movistar).

CHAMPIONNAT ARABE FÉMININ DE VOILE (2^e ÉDITION)

La sélection nationale à pied d'œuvre au Koweït

La sélection algérienne féminine de voile est à pied d'œuvre depuis dimanche soir au Koweït, en prévision de sa participation à la 2^e édition du Championnat arabe féminin des spécialités Optimist et ILCA (4 et 6), prévue du 2 au 5 décembre courant, à Messilah. La sélection

nationale est composée de huit athlètes : Quatre dans la série Optimist et quatre autres dans les séries ILCA 4 et 6. Elles se sont bien préparées en prévision de cet événement, selon la Fédération algérienne de la discipline, et avec l'objectif de bien représenter les cou-

leurs nationales. Les quatre athlètes engagées dans la série Optimist sont : Lina Guebli, Miral Bouhadjira, Aya Touia et Nesrine Harrache, alors que leurs compatriotes Inès Chellali, Sana Lachehab, Mariya Raïssa et Nadia Amriche seront engagées dans les séries ILCA 4 et ILCA 6.

LA PALESTINE SURPREND LE QATAR

L'équipe palestinienne de football, a créé une grosse surprise, en battant le Qatar 1-0 (mi-temps : 0-0), en match d'ouverture de la Coupe arabe FIFA Qatar-2025 (1-18 décembre), disputé lundi soir au stade Al-Bayat d'Al-Khor, comptant pour la 1^{re} journée (Gr.A). L'unique but de la partie a été inscrit par le défenseur qatari Sultan Al-Brake, qui a trompé son propre gardien dans le temps additionnel (90e+5). Dans l'autre match du groupe A, disputé un peu plus tôt dans la journée, la Syrie a également déjoué les pronostics, en battant la Tunisie (1-0), sur un coup franc direct exécuté par Omar Maher Khribin (48e). A l'issue de cette journée inaugurale, la Palestine et la Syrie occupent conjointement le poste de leader avec 3 points chacun, devant la Tunisie et le Qatar. Lors de la 2^e journée, prévue jeudi, la Palestine affrontera la Tunisie (15h30), alors que le Qatar jouera son avenir devant la Syrie (18h00). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale, prévus les 11 et 12 décembre.

FYEENOORD ROTTERDAM

L'OM INSISTE POUR HADJ MOUSSA

Une nouvelle piste prend de l'ampleur du côté de l'Olympique de Marseille à l'approche du mercato hivernal. D'après les informations du média Goal, l'OM s'intéresse très sérieusement à Anis Hadj Moussa, l'ailier algérien qui brille cette saison du côté de Feyenoord. Une option qui, à première vue discrète, s'est transformée ces derniers jours en dossier prioritaire dans les bureaux marseillais. Le club phocéen cherche en effet un renfort offensif capable d'apporter percussion, créativité et profondeur, des qualités que Roberto De Zerbi réclame depuis plusieurs semaines. Selon Goal, Medhi Benatia a validé le profil du Fennec et suit étroitement son évolution. Hadj Moussa coche toutes les cases : jeune, explosif, décisif et doté d'une belle marge de progression. Sa saison aux Pays-Bas impressionne : buts, passes décisives et une constance qui attire les regards en Europe. Marseille n'a jamais caché son intérêt pour les talents d'Eredivisie, un championnat où le club a récemment trouvé des profils adaptés aux exigences de son projet. L'idée d'attirer Hadj Moussa s'inscrit donc dans cette logique, renforcée par son style de jeu audacieux, sa capacité à éliminer en un contre un et sa polyvalence sur les ailes. Des caractéristiques qui rappellent à certains observateurs les débuts flamboyants de Riyad Mahrez. Mais si la piste est sérieuse, elle n'est pas simple. Feyenoord, engagé sur plusieurs fronts, n'a aucune intention d'ouvrir la porte en janvier. Le joueur, sous contrat jusqu'en 2030, représente une pièce majeure du projet néerlandais. Le timing ajoute une difficulté supplémentaire : Hadj Moussa devrait rejoindre l'Algérie pour la CAN, réduisant sa disponibilité immédiate. Malgré ces obstacles, l'OM avance. Et toujours selon Goal, le dossier pourrait rapidement s'intensifier cet hiver.

EN FÉMININE

LES «VERTES» SE NEUTRALISENT AVEC LE KENYA

La sélection nationale féminine et son homologue kenyane se sont neutralisées (1-1), dimanche 30 novembre 2025, au stade Mustapha Tchaker de Blida, lors de leur deuxième confrontation amicale. Les Kenyanes ont ouvert le score à la 65e, avant qu'Ines Belloumou n'égalise dans le temps additionnel (90e+2'), permettant aux Vertes d'arracher ainsi le match nul. Il convient de rappeler qu'il s'agit du second duel amical entre les deux équipes, après celui disputé mercredi dernier et remporté par les coéquipières de la capitaine Sofia Guellati (2-1). Ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre du stage de préparation des Vertes en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations qui aura lieu au mois de mars 2026.

Bayern Munich

Le Real décidé à rafler Upamecano

A l'approche du mercato hivernal, Dayot Upamecano est sur le point d'échapper au PSG et se rapproche du Real Madrid. Le dossier Dayot Upamecano agite l'Europe du football. Défenseur central de premier plan, l'international français est au cœur d'une bataille acharnée entre le Paris Saint-Germain et le Real Madrid. Libre en juin prochain, Dayot Upamecano voit sa carrière potentiellement basculer dans l'un des deux clubs les plus puissants du continent. Alors que le Bayern Munich observe toujours la situation, le Real Madrid semble aujourd'hui prendre une longueur d'avance. Auteur d'une saison remarquable avec le Bayern Munich, Dayot Upamecano s'est imposé comme l'un des défenseurs les plus fiables et les plus complets d'Europe. À 27 ans, le Français, ancien joueur du RB Leipzig, multiplie les performances de haut niveau, renforçant son statut de

titulaire incontournable et attirant l'attention de grands clubs. En fin de contrat en juin prochain, Dayot Upamecano est désormais la cible de plusieurs géants européens, dont le Paris Saint-Germain et le Real Madrid, tous deux en quête d'un défenseur central pour renforcer leur arrière-garde. La bataille pour Dayot Upamecano s'annonce serrée, et la concurrence ne se limite pas aux deux clubs. Le Bayern Munich, conscient du potentiel et de l'importance de son défenseur, n'a pas encore abandonné l'idée de le prolonger. Mais selon les informations relayées par Fichajes, le Real Madrid semble aujourd'hui tenir la corde. Le club merengue prévoit d'attendre le 1er janvier pour entamer officiellement les négociations avec Dayot Upamecano, conformément aux règles en vigueur pour les joueurs en fin de contrat. D'après la presse espagnole, le Real Madrid disposerait d'un léger

avantage sur le PSG et le Bayern Munich pour convaincre Dayot Upamecano. Le défenseur français, face aux différentes options, aurait fait de la Casa Blanca sa priorité. Les Merengues envisagent de sécuriser rapidement la signature de Dayot Upamecano pour la saison prochaine, conscients que le joueur représente un renfort stratégique pour solidifier leur défense, surtout dans la perspective des compétitions européennes. Le Paris Saint-Germain, malgré ses moyens financiers conséquents et le projet sportif ambitieux mené par Luis Enrique depuis plus de deux ans, pourrait avoir plus de mal à inverser la décision de Dayot Upamecano. Le club parisien reste néanmoins attentif et pourrait intensifier ses efforts, mais la détermination du Real Madrid et la préférence affichée du joueur semblent placer Dayot Upamecano un cran devant dans ce duel.

CAMEROUN

ETO'O FAIT SA RÉVOLUTION

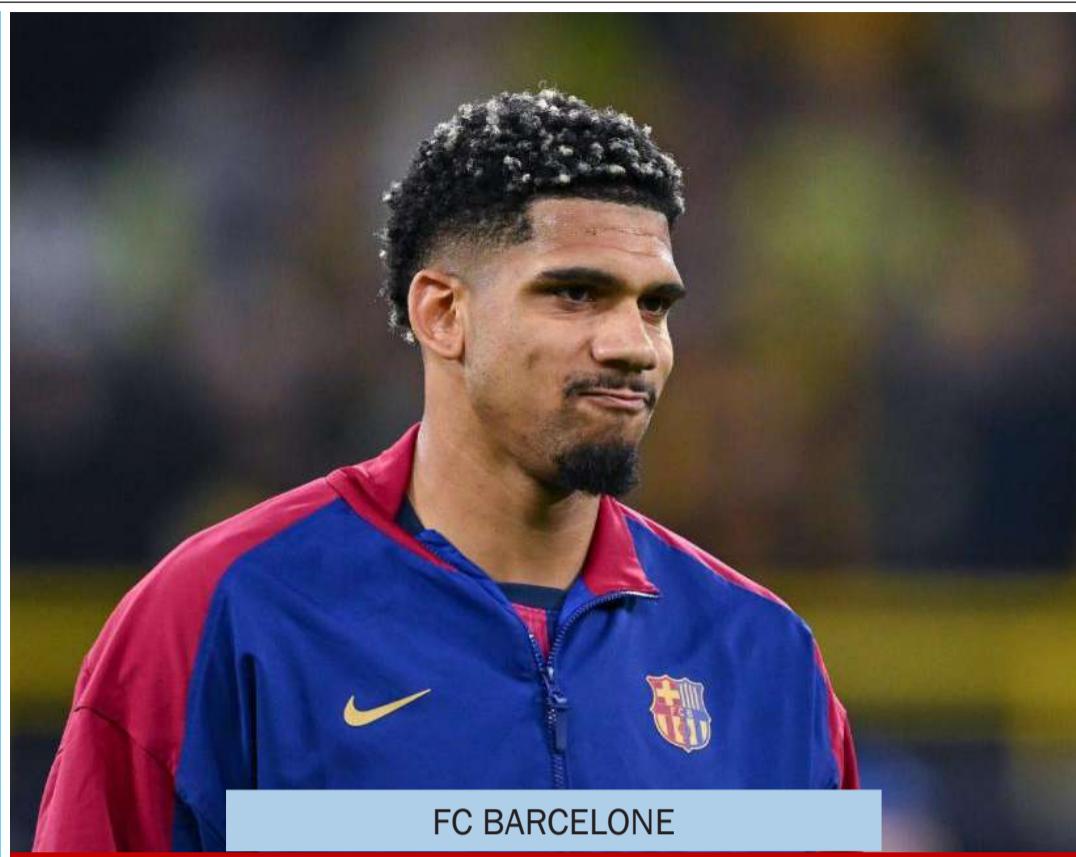
Le Cameroun ne fait décidément rien comme les autres. Alors que les 23 autres qualifiés pour la CAN 2025 paufinent les derniers détails concernant leur liste pour la compétition qui débutera au Maroc le 21 décembre prochain, les Lions indomptables chamboulent tout à 20 jours du coup d'envoi. Le comité d'urgence de la Fecafoot, réuni lundi 1er décembre, a décidé de se passer des services de Marc Brys, sélectionneur des Lions indomptables depuis avril 2024. Le Belge était en conflit avec la fédération et son président Samuel Eto'o, qui vient tout juste d'être réélu à la tête de l'institution. Marc Brys n'aura donc pas survécu à l'élimination en demi-finale des barrages de la Coupe du monde face à la RD Congo. Le

Cameroun a décidé de miser sur David Pagou pour prendre la suite, à moins de trois semaines du début de la CAN. Il sera assisté d'Alexandre Belinga, tandis que Martin Ntoungou Mpile prend le rôle de coordinateur général. Le nouveau sélectionneur en a profité pour dévoiler la liste des joueurs convoqués pour la CAN. Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a de la casse. "Aucun joueur ne sera plus au-dessus du Cameroun. Aucun entraîneur ne sera plus au-dessus du Cameroun. Celui qui veut défendre le maillot du Cameroun devra accepter que le Cameroun est au-dessus de lui. S'il ne l'accepte pas, je prendrai mes responsabilités", avait déclaré samedi

Samuel Eto'o, après sa réélection, dans une menace à peine voilée. Deux jours plus tard, on apprend qu'André Onana, Vincent Aboubakar et Michael Ngadeu ne feront pas partie de l'aventure au Maroc.

PREMIÈRE CAN POUR KOFANE

Les trois cadres, piliers respectifs du gardien de but, de l'attaque et de la défense, avaient toujours été des valeurs sûres sous l'ère de Marc Brys, et étaient perçus comme des proches du sélectionneur belge. Choupo-Moting est également écarté. Autre absent de la liste, le capitaine André-Frank Zambo Anguissa, récemment blessé avec Naples. Parmi les 28 appelés, il reste tout de même quelques habitués : Bryan Mbeumo (Manchester United), Christopher Woh (Spartak Moscou), Frank Magri (Toulouze), Etta Eyong (Levante), George Kevin Nkoudou (Al-Diriyah Club), ou encore Carlos Baleba (Brighton). De nouvelles têtes font leur apparition pour cette CAN, avec Eric Junior Dina Ebimbe (Brest) ou encore la promesse Christian Kofane (Leverkusen). Reste à savoir dans quel état le Cameroun débarquera au Maroc après pareil scénario. Ainsi que la réaction du ministère des Sports, fervent soutien de Marc Brys et en conflit latent avec la Fecafoot de Samuel Eto'o.



FC BARCELONE

Araujo réclame une pause

En méforme ces dernières semaines, Ronald Araujo a fait une demande lunaire auprès du Barça, ces dernières heures. La situation de Ronald Araujo, déjà fragilisé depuis son expulsion retentissante contre Chelsea, vient de prendre un tournant totalement inattendu.

Entre malaise profond, pertes de repères et intervention directe de ses représentants, le défenseur uruguayen a surpris le Barça par une demande rare, presque inédite à ce niveau du football professionnel. Loin du terrain, Ronald Araujo tente désormais de reprendre le contrôle d'un mental bousculé par les récents événements. Ces derniers jours, le malaise de Ronald Araujo n'a cessé de s'amplifier, dans la continuité de son craquage face à Chelsea. Le défenseur uruguayen, qui portait alors le brassard de capitaine en Ligue des Champions, a sombré après une première sanction reçue pour contestation. Douze minutes plus tard, Ronald Araujo perdait pied en tacle violent sur Marc Cucurella, provoquant une expulsion qui précipitait la déroute du Barça à Stamford Bridge (0-3). Hansi Flick expliquait d'ailleurs : «Araujo a une gastro-entérite. Il ne s'entraîne pas aujourd'hui et manquera également le match de demain». Sans Ronald Araujo, les Blaugranas ont tout de même dominé Alavés (3-1), mais cette justification médicale a rapidement laissé place à un constat bien plus préoccupant : le malaise du joueur était psychologique. Ce lundi, à la veille du choc contre l'Atlético de Madrid (mardi, 21h), Flick a confirmé la gravité de la situation concernant Ronald Araujo. Le technicien a déclaré : «Ronald n'est pas prêt à jouer. C'est une situation privée et je n'en dirai pas plus. Je vous demande de respecter cela, c'est tout ce que je peux et vais dire ». Une mise au point qui actait clairement une crise personnelle profonde, sans détailler les raisons exactes du mal-être de Ronald Araujo.

FLICK CONFIRME LE FORFAIT DU JOUEUR CONTRE L'ATLÉTICO

Pour le match de Liga contre le Deportivo Alavés, le Barça affirmait que Ronald Araujo souffrait de problèmes gastriques. Le 28 novembre, Hansi Flick expliquait d'ailleurs : «Araujo a une gastro-entérite. Il ne s'entraîne pas aujourd'hui et manquera également le match de demain». Sans Ronald Araujo, les Blaugranas ont tout de même dominé Alavés (3-1), mais cette justification médicale a rapidement laissé place à un constat bien plus préoccupant : le malaise du joueur était psychologique. Ce lundi, à la veille du choc contre l'Atlético de Madrid (mardi, 21h), Flick a confirmé la gravité de la situation concernant Ronald Araujo. Le technicien a déclaré : «Ronald n'est pas prêt à jouer. C'est une situation privée et je n'en dirai pas plus. Je vous demande de respecter cela, c'est tout ce que je peux et vais dire ». Une mise au point qui actait clairement une crise personnelle profonde, sans détailler les raisons exactes du mal-être de Ronald Araujo.

Pays Bas

Des feux d'artifice arrêtent le match de l'Ajax

Le match de championnat de l'Ajax contre Groningen a été interrompu dimanche après que des supporters ont déclenché des feux d'artifice et des fumigènes à la Johan Cruyff Arena, à Amsterdam. L'arbitre Bas Nijhuis a arrêté

le jeu au bout de quelques minutes, et une deuxième tentative de reprise a également échoué, les feux d'artifice se poursuivant. La rencontre a été officiellement abandonnée sur le score de 0-0. L'Ajax a publié un com-

muniqué qualifiant les incidents de «totalement scandaleux» et affirmant que la sécurité des spectateurs et des joueurs avait été mise en danger. La rencontre sera désormais disputée mardi à huis clos, selon le club.

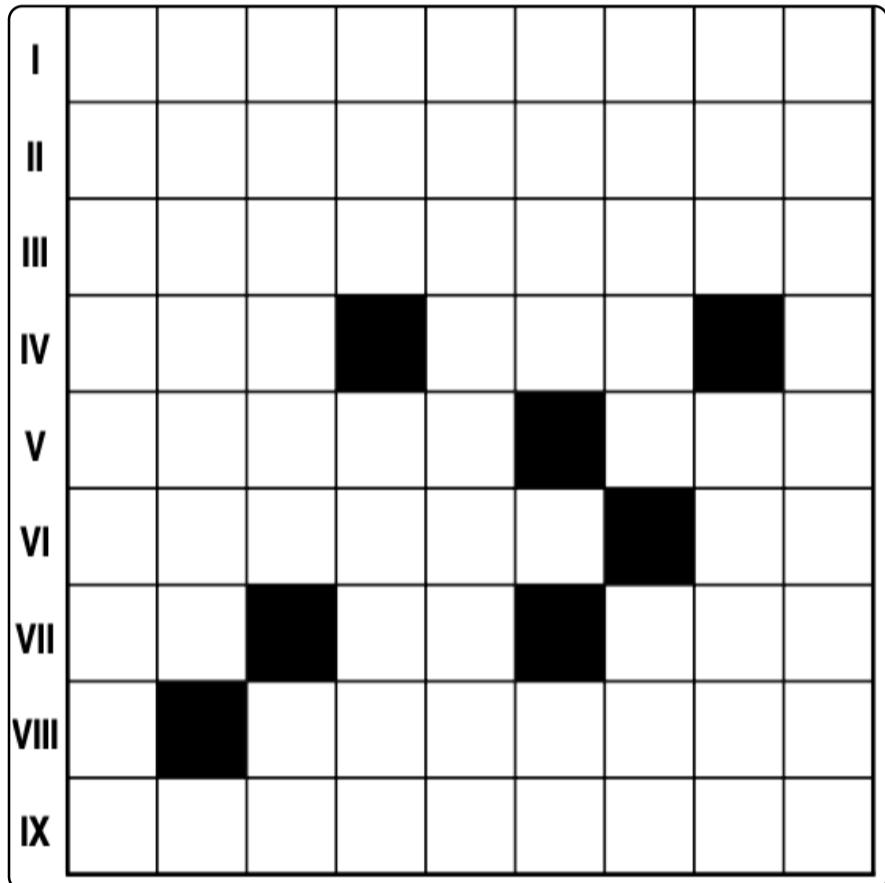
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Il monte les étage en roulant. II. Musulmane du temps jadis. III. Ils veulent maintenir la Terre Promise en l'Etat. IV. Remué. Rappel. V. Salpêtre. Prénom féminin. VI. Prendre du liquide. Difficulté. VII. Paire romaine. Négation. Absorbés. VIII. Aster à fleurs bleues. IX. Abandonnez.

VERTICIALEMENT

1. Capital. 2. Singe-écureuil. 3. Cassa la croûte. Arboricole. 4. Molécule vitale. Lieux de réunion pour adeptes du crochet. 5. Lieux de traites. 6. Grand club de foot. 3ème sous sol. 7. Preuve de noblesse. Loup de mer. 8. Un à New York. Arcade. 9. Remâchez.



MOTS MÊLÉS

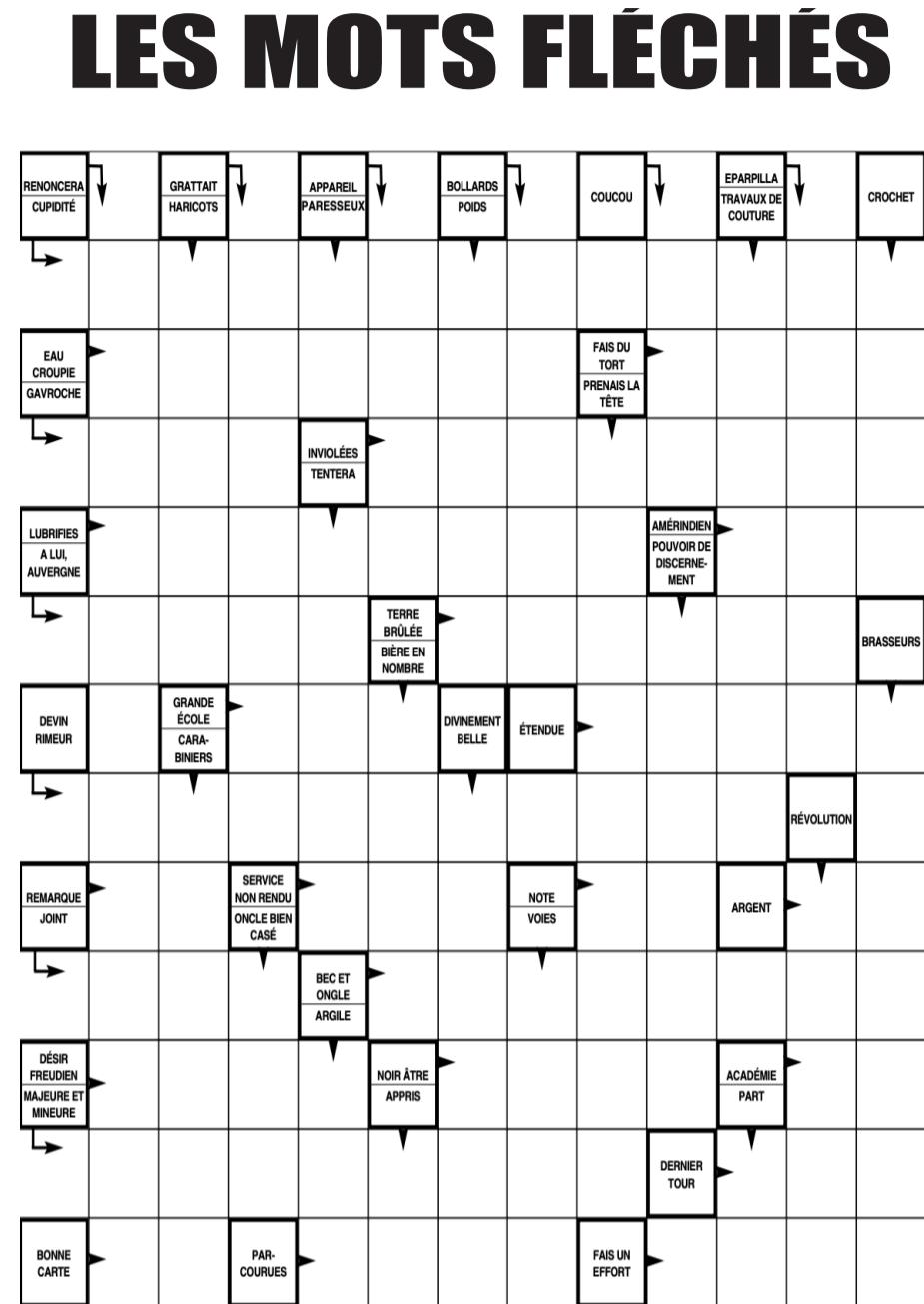
Le mot-mystère est : délicieux

AIRBAG	COURROIE	PEDALE	SUPER
AUTORADIO	CRIC	PERMIS	SUSPENSION
BATTERIE	DIESEL	PHARE	TAMBOUR
BOUGIE	ENJOLIVEUR	PISTON	TOLE
CALANDRE	ESSENCE	PNEU	TRAPPE
CAPOT	FILTRE	PORTIERE	VIDANGE
CARTER	FREIN	RADIATEUR	VITESSE
CEINTURE	FUMEE	RESERVOIR	VOLANT
CHASSIS	KLAXON	RIVET	
COFFRE	LIVREUR	SOUPAPE	
COMPTEUR	MOTEUR	STARTER	



SUDOKO

LES MOTS CROISÉS



SUDOKO



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



PATRIMOINE ARTISTIQUE

Un musée virtuel ressuscite l'œuvre de M'hamed Issiakhem

À l'occasion des quarante ans de la disparition de M'hamed Issiakhem, ses proches lancent « Missiakhem », une plateforme en ligne réunissant plus d'une centaine d'œuvres du peintre. Une initiative qui offre un accès inédit à l'un des piliers de l'art moderne algérien, en rassemblant des pièces conservées dans des collections publiques et privées, rarement visibles dans leur ensemble.

■ Par : Samy Terki

Plus de cent œuvres de M'hamed Issiakhem sont désormais accessibles d'un simple clic. À l'occasion du quarantième anniversaire de la mort du peintre, sa famille et ses proches ont mis en ligne un musée virtuel qui lui est entièrement dédié. Baptisée « Missiakhem », la plateforme réunit peintures, dessins, travaux à la plume, mais aussi documents moins connus du grand public, comme les timbres et billets de banque conçus par l'artiste. L'ensemble constitue un fonds documentaire d'une ampleur inédite autour de l'une des figures majeures de l'art moderne algérien. Dans un communiqué, le fonds Issiakhem rappelle toutefois qu'un musée virtuel ne saurait se substituer aux institutions qui conservent une part importante de son œuvre. Plus de cinquante tableaux d'Issiakhem demeurent dans les collections nationales, notamment au Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger et au Musée des beaux-arts. Mais la plateforme offre la possibilité de rassembler des pièces dispersées, parfois difficilement accessibles, et de restituer un parcours artistique étalé sur plus de quatre décennies. Dès l'ouverture du site, le visiteur est accueilli par un extrait audio d'un entretien entre Issiakhem et le poète Ahmed Azeggagh. On entend le peintre livrer, d'une voix douce et ferme, sa conception de la réception des œuvres. Il invite à les regarder sans chercher



l'ombre de leur créateur, à les aborder avec un regard libre. L'artiste, rappelle-t-il, n'est pas là pour dicter un sens ni pour se justifier, mais pour proposer les résultats de ses propres doutes et recherches, avant de s'effacer et laisser chacun interpréter à sa manière. La plateforme adop-

te un parti pris pédagogique, structurant la carrière d'Issiakhem en quatre grandes séquences illustrées par des tableaux et des photographies. La première couvre les années 1949 à 1962, période de formation à l'École des beaux-arts d'Alger et d'engagement militant.

Vient ensuite la décennie 1962-1972, placée sous le signe de la « résolution et de la désillusion », puis les années 1972-1979, définies comme celles de la maturité et des accomplissements. L'ultime étape, de 1980 à 1985, constitue l'épilogue d'une carrière marquée par une recherche plastique continue et une profonde introspection. Chaque œuvre présentée est accompagnée d'une notice, parfois complétée de citations extraites des archives personnelles du peintre. Ces fragments de pensée éclairent la démarche d'Issiakhem, sa relation tourmentée à la matière, son attachement à la figure humaine et à ses failles. Pour les concepteurs du site, ce dispositif permet de « partager quarante années de recensement et de classement », en restituant l'évolution esthétique du peintre au fil des décennies. Pensé pour être accessible sur tous les supports numériques, le musée virtuel repose sur une interface volontairement épurée, afin de privilier la consultation et la découverte. Il s'inscrit dans la continuité du portail missiakhem.net, dont il constitue l'extension la plus aboutie. Pour la famille, l'objectif est clair : offrir aux chercheurs, aux étudiants et au grand public un outil fiable permettant de revisiter l'œuvre d'un artiste qui demeure, quarante ans après sa disparition, une référence centrale de la création algérienne.

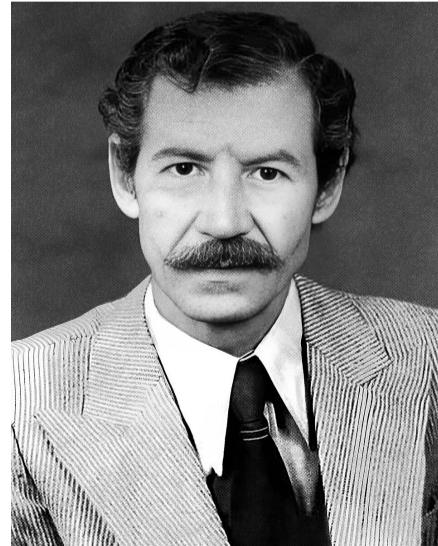
S.T.

QUARANTE ANS APRÈS SA DISPARITION

Issiakhem, l'épreuve et l'art

■ Par : Samy Terki

Il y a quarante ans, le 1^{er} décembre 1985, s'éteignait M'hamed Issiakhem, l'un des fondateurs de la peinture moderne en Algérie. L'artiste, dont la signature picturale s'impose immédiatement par son intensité et sa singularité, laisse derrière lui une œuvre qui a redéfini la scène artistique algérienne du XX^e siècle. Peintre, dessinateur, maître de la plume, créateur de timbres et de billets de banque, Issiakhem a travaillé sans relâche, nourri par une sensibilité aiguë et une volonté farouche de faire de sa douleur un langage universel. Né le 17 juin 1928 à Ath Djennad, en Kabylie, il grandit à Relizane où son père tenait un bain maure. Son enfance bascule le 27 juillet 1943 lorsque l'explosion d'une grenade ramassée dans un camp américain tue son neveu et deux de ses sœurs, et le mutilé gravement. Amputé de l'avant-bras gauche, il passe deux années à l'hôpital avant de reprendre pied dans la vie. Ce drame, auquel il survit au prix d'un bouleversement irréversible, marquera toute son œuvre. « Il fut et restera un peintre hors normes », répètent ceux qui l'ont accompagné. En 1947, Issiakhem rejoint la Société des beaux-arts, puis l'École nationale des beaux-arts d'Alger, dans l'atelier de Mohamed Racim. Il expose pour la première fois à Paris en 1951, lors du bimillénaire de la ville. La même année, il rencontre Kateb Yacine, dont l'amitié deviendra l'un des fils conducteurs de sa vie. À l'indépendance, il rentre à Alger et devient dessinateur pour *Alger Républicain*,



avant de collaborer à d'autres titres. Cofondateur de l'Union nationale des arts plastiques, il enseigne également à l'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme. Kateb Yacine, qui lui donna son surnom d'« Oeil de lynx », a souvent raconté les nuits de discussions, d'errances et d'élangs fraternels qui forgèrent leur complicité. Dans un ouvrage publié après la mort du peintre, l'écrivain racontait : « On a lié une amitié sans bornes. Les bistrots qu'on fréquentait à Paris, c'était des bistrots d'immigrés parce qu'on recherchait l'Algérie. Et comme au bistro on parle beaucoup, à ce moment-là s'établissent des liens qui durent toute la vie ». Une autre amitié a joué

un rôle décisif dans la transmission de l'œuvre d'Issiakhem, celle qu'il a nouée avec Benamar Médiene. Sociologue, romancier et historien de l'art, Médiene est devenu l'un des principaux passeurs de l'œuvre du peintre. Ses ouvrages (Issiakhem, M'hamed Issiakhem, autoportrait et d'autres textes) constituent aujourd'hui des références indispensables pour comprendre la profondeur de la démarche issiakhémienne. Il raconte avoir rencontré Kateb et Issiakhem à vingt ans : « Ils devenaient pour moi deux repères majeurs, deux figures fondatrices dans ma compréhension de l'Algérie et de l'art. J'ai appris à voir, à entendre, à comprendre auprès d'eux ». Médiene décrit Issiakhem comme « un être irrévérencieux, subversif, généreux, provocateur mais profondément fraternel », un artiste qui « avale de la poudre à canon pour mieux en faire jaillir une peinture intransigeante ». À travers ses écrits, il restitue avec précision une époque dense en création, un moment où se croisent Issiakhem, Khadda, Kateb et toute une génération en quête de nouvelles formes. Les autoportraits du peintre, analysés par Médiene, témoignent de cette exigence. Le premier, daté de 1949, montre un jeune homme au seuil de sa vie artistique. Celui de 1976 porte une dédicace à Zoulkha et Djaffar Inal : « puisque cette gueule ne m'appartient plus ». Le dernier, peint en 1985, est dédié à la chimiothérapie de Zoulkha Benzine. Pour Médiene, ces tableaux sont des confrontations directes : « Issiakhem s'y regarde droit dans les yeux, sans masque ni concession, comme un homme qui refuse l'abdication ». Dans *Les Aveugles*, toile dense et expressionniste, les person-

nages avancent par la peau et les mains, les yeux levés vers une ligne d'horizon invisible. Un camaïeu de verts porte leurs silhouettes, que Médiene décrit comme « des marcheurs anonymes, porteurs d'une ascension intérieure ». Le tableau est accompagné symboliquement d'un extrait du poème *Le Vautour* de Kateb Yacine. Peint en 1983, *Carré bleu* ouvre un autre versant de son œuvre. Issiakhem le réalise à sa sortie du coma, après un accident de voiture. Au milieu d'un bleu nocturne, un carré d'un bleu vif surgit. L'artiste y voit « la perception inconsciente du chaos primitif, un retour abstrait à ma condition d'homme et à mon drame ». Médiene y lit une méditation sur la fragilité, soulignée par l'usage de grains de sable agglomérés au goudron : une matière menacée d'effriter face au carré lumineux, inaltérable. Dans un texte de 1987, Médiene évoquait la disparition de son ami : « J'ai subi la mort d'Issiakhem comme on subit une catastrophe ». Les deux hommes s'étaient rencontrés à Paris en 1962. Leur relation, écrit-il, était « personnalisée, plurielle et phénoménologique », d'où des récits éclatés, sensibles, parfois déchirés. M'hamed Issiakhem meurt le 1^{er} décembre 1985, emporté par un cancer. Quarante ans plus tard, son œuvre continue de fasciner, d'interroger et de se transmettre grâce à ceux qui, comme Benamar Médiene, refusent de laisser son éclat s'éteindre. Le peintre, qui a fait de son accident d'enfance le point de départ d'un art sans concession, demeure l'une des grandes voix plastiques de l'Algérie indépendante, un artiste qui a su transformer la douleur en lumière..

S.T.

Aucune civilisation ne détient l'apanage des ténèbres ou de l'auguste éclat. Aucun peuple n'a le monopole de la beauté, de la science, du progrès ou de l'intelligence.

Edwy Plenel

Coopération culturelle renforcée entre l'Algérie et la République tchèque

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a reçu hier au siège du ministère à Alger l'ambassadeur de la République tchèque en Algérie, Jan Černý. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de renforcer la coopération culturelle et les échanges artistiques entre l'Algérie et la République tchèque, selon un communiqué du ministère. Ce communiqué souligne que cette «rencontre constructive reflète la profondeur des relations d'amitié et d'estime mutuelle entre les deux pays» et «confirme la volonté partagée de développer la coopération culturelle et les échanges artistiques». La rencontre a également permis d'examiner plusieurs domaines de partenariat, notamment le renforcement de la collaboration dans la restauration des monuments historiques, par le biais d'échanges d'expertises et d'expériences, ainsi que l'exploration de possibilités de mise en œuvre de programmes et projets communs de conservation et restauration, afin de contribuer à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel. Enfin, les deux parties ont discuté des moyens d'élargir la participation aux festivals culturels et événements organisés dans les deux pays, en encourageant la présence réciproque des troupes artistiques et délégations culturelles, ce qui favorisera le dialogue culturel et approfondira les voies de coopération artistique entre les deux peuples.

Le prix du baril de pétrole dépasse les 63 dollars

Les cours du pétrole évoluent timidement à la hausse, dans un marché vigilant face aux éléments pesant sur l'équilibre offre-demande, alors que s'approchent les échéances économiques et énergétiques mondiales. Le baril de Brent (mer du Nord, livraison février) perd légèrement 0,24 % pour s'établir à 63,02 dollars en matinée d'hier, tandis que le West Texas Intermediate (livraison janvier) recule de 0,15 % à 59,23 dollars. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de stabilité relative autour de 63-64 dollars, influencée par des risques géopolitiques et des décisions de l'OPEP+, malgré des craintes d'excédent d'offre. Des sources indiquent des variations mineures ces derniers jours, avec le Brent à environ 62,99-63,37 dollars récemment.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, dans un communiqué, l'organisation, du 20 au 31 janvier 2026, du concours d'accès au troisième cycle (doctorat) dans le cadre des écoles doctorales, au titre de l'année universitaire 2025-2026, au

Cela concerne les personnes âgées de 70 ans et plus

Un quota supplémentaire de 2 000 livrets de hadj alloué

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'allouer un quota supplémentaire au profit des citoyens inscrits au tirage au sort du hadj pour la saison 2026, estimé à 2 000 livrets de hadj destinés aux personnes

âgées de 70 ans et plus ayant effectué dix inscriptions ou plus, a indiqué hier mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. À ce propos, le ministère informe tous les concernés par cette

opération que le tirage au sort qui leur est dédié aura lieu le samedi 6 décembre 2025 au niveau des sièges des wilayas ou dans tout lieu approprié choisi par les autorités locales, en présence des intéressés ou de leurs représentants.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mercredi 03 Décembre 2025//N° 1218// PRIX 20DA

Hidaoui s'y engage

Promouvoir la culture du bénévolat

Un communiqué du ministère a indiqué hier que le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a souligné l'engagement de son département à promouvoir la culture du bénévolat et à ancrer l'esprit d'initiative chez les jeunes, en tant que levier essentiel pour renforcer la citoyenneté active et consolider la solidarité communautaire.



Présidant une réunion en visioconférence consacrée au suivi des préparatifs en cours pour la célébration de la Journée mondiale du bénévolat, le 5 décembre, dans plusieurs wilayas du pays, Hidaoui a insisté sur l'importance majeure que le ministère accorde à la promotion de la culture du bénévolat et à l'ancrage de l'esprit d'initiative chez les jeunes, estimant que le bénévolat constitue un levier essentiel pour renfor-

cer la citoyenneté active et consolider la solidarité communautaire. « Il faut encourager la solidarité communautaire », ajoute la même source. Au cours de cette réunion, consacrée également aux préparatifs de la 6e rencontre nationale des jeunes bénévoles, prévue du 4 au 8 décembre dans la wilaya d'El Tarf, le ministre a mis en avant l'engagement de son secteur et des établissements de jeunesse « à mettre à disposi-

tion des espaces stimulants accueillant les initiatives créatives des jeunes et transformant leur énergie en actions bénévoles à impact concret et durable ». Il a également ajouté que « la réussite de la célébration de la Journée mondiale du bénévolat est une responsabilité commune qui nous incombe à tous, cadres, établissements et associations de jeunesse, partenaires du secteur, afin de refléter la véritable image de la jeunesse algérienne et sa capacité à faire don de soi et à travailler collectivement ». Par ailleurs, la réunion a connu la participation de cadres du ministère et des directeurs de la jeunesse, ainsi que des directeurs de la jeunesse et des sports des wilayas de l'Est, à savoir Skikda, Annaba, Guelma, Souk Ahras, Béjaïa, Jijel et Constantine », précise la même source. À cette occasion, le ministère organisera un programme varié comprenant la projection de vidéos sur les activités de bénévolat réalisées au cours de l'année, l'organisation d'expositions de photographies sur l'action bénévole, des conférences, des réunions et des ateliers de formation dans le domaine du bénévolat et du développement des capacités des jeunes, ainsi que des campagnes de plantation et de reboisement, de nettoyage et d'embellissement des périphéries des établissements de jeunes, et de don de sang. Des campagnes de sensibilisation à l'importance de l'action et des activités bénévoles seront également menées dans les sites historiques et archéologiques, conclut le communiqué.

A l'université de Béjaïa :

« La communication événementielle au service de l'attractivité territoriale » en débat

■ Idir Mehdaoui

L'auditorium du campus Aboudaou a rassemblé des experts, des enseignants-chercheurs venus de plusieurs universités (Sétif, Batna, Béjaïa...), ainsi que des professionnels de la communication et des acteurs du développement territorial. Cette

rencontre avait pour objectif principal de mettre en lumière le rôle essentiel de la communication événementielle dans la valorisation des territoires, en adoptant une approche dynamique et processuelle. Le principal but de ce colloque, selon le Dr Araibia Mohamed Karim, président du colloque, était de souligner l'importance de la communication événementielle comme levier stratégique pour l'attractivité des territoires. « Dans un monde de plus en plus globalisé et concurrentiel, les événements jouent un rôle crucial non seulement pour attirer les touristes, mais

aussi les investisseurs et autres acteurs spécialisés », a-t-il expliqué. Plusieurs thématiques ont été abordées, notamment : comment la communication événementielle peut transformer l'image d'un territoire ? Quelles stratégies mettre en place pour assurer une communication efficace avant, pendant et après un événement ? L'importance également d'une préparation rigoureuse et d'une gestion optimisée pour garantir le succès d'un événement. Les participants ont eu l'opportunité d'écouter des enseignants, chercheurs et experts reconnus dans le domaine de la communication événemen-

tielle et du marketing territorial, qui ont partagé leurs expériences. Les ateliers pratiques leur ont permis de travailler sur des cas concrets, d'élaborer des stratégies de communication adaptées aux spécificités de leurs territoires et d'échanger les bonnes pratiques. Ce colloque a ainsi démontré qu'une stratégie de communication événementielle réussie ne se limite pas à un simple moment festif, mais constitue un véritable outil pour renforcer l'attractivité d'un territoire, tout en favorisant la collaboration et l'engagement durable des communautés locales.

Organisation du concours d'accès au troisième cycle

Cinq universités concernées

niveau de cinq (5) universités à travers le pays. Le concours concerne «l'université de Sétif 1, l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), l'université d'Annaba et l'université de Sidi Bel-Abbès, et ce, en coordination avec treize écoles supérieures et deux (2) centres de recherche, dans le cadre de

l'essaimage cognitif dans les domaines de la recherche scientifique et de l'innovation, ainsi que des conventions de coopération», précise le communiqué. Dans ce cadre, «706 places pédagogiques seront ouvertes, réparties sur 18 spécialités, au sein des différentes écoles doctorales». Le concours se déroulera «exclusivement par

voie numérique via le système d'information intégré (PROGRES) durant la période allant du 20 au 31 janvier 2026». Le dépôt des candidatures et la confirmation des choix par les candidats se feront du 13 au 22 décembre via le lien suivant :

https://progres.mesrs.dz/docto-rat_visibilite, a souligné le ministère.